



Les dessous de la grève au Moulin-Rouge

Page 3

MENSUEL D'INFORMATIONS LOCALES - N° 35 - DÉCEMBRE 1997
12 FRANCS - 7 rue du Ruisseau, 75018 Paris. Tél. et fax : 01 42 59 34 10.

Pollution : la SNCF devant le tribunal

Page 4

Journée sans voiture (ou presque) à Montmartre

Page 5

Polémiques autour des Loubavitch de l'Évangile

Page 6

Le jardin des Deux Nèthes : dossier débloqué ?

Page 5

Rappeurs du 18e : la provoc' du quotidien

Page 13

La gare Ornano fait peau neuve, porte de Clignancourt

Page 22

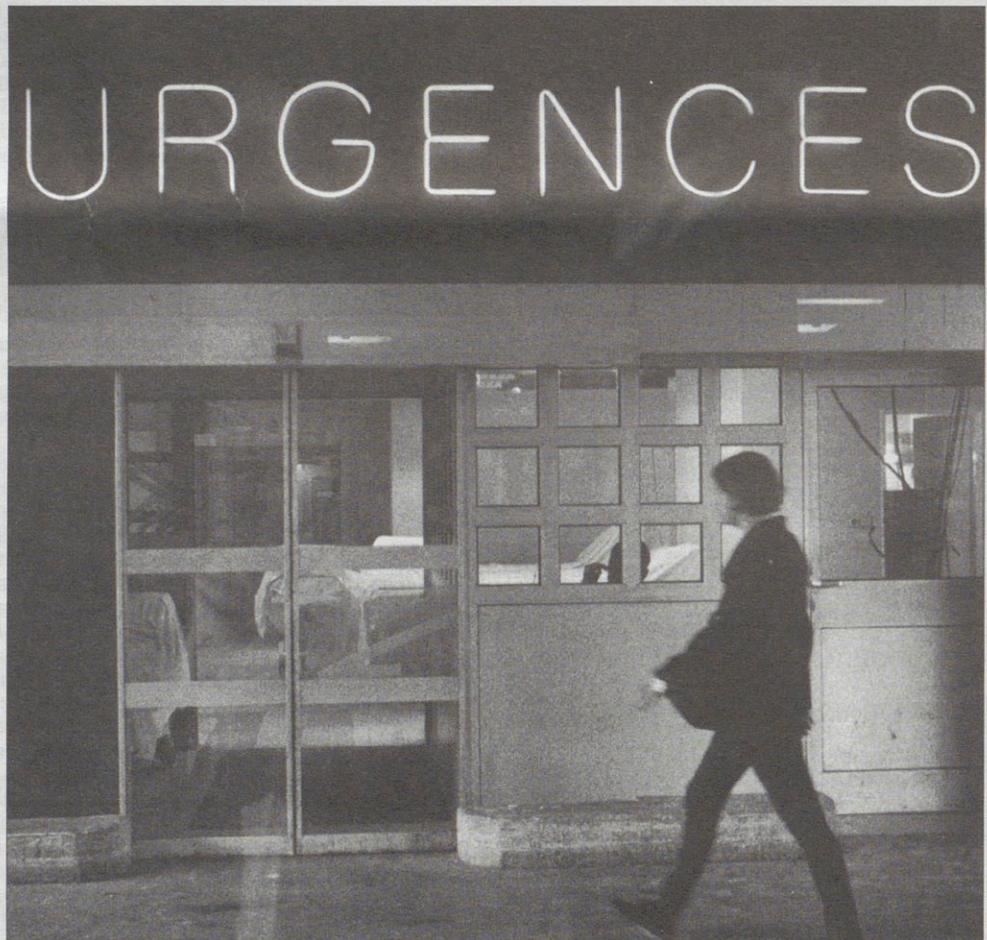
Le Musée de l'érotisme boulevard de Clichy

Page 24

PARCOURS SANTÉ

Tout ce qu'il faut savoir sur la santé dans le 18e

(Notre dossier pages 9 à 12)



CALIBRE 18 : le premier chapitre de notre roman policier "spécial 18e"

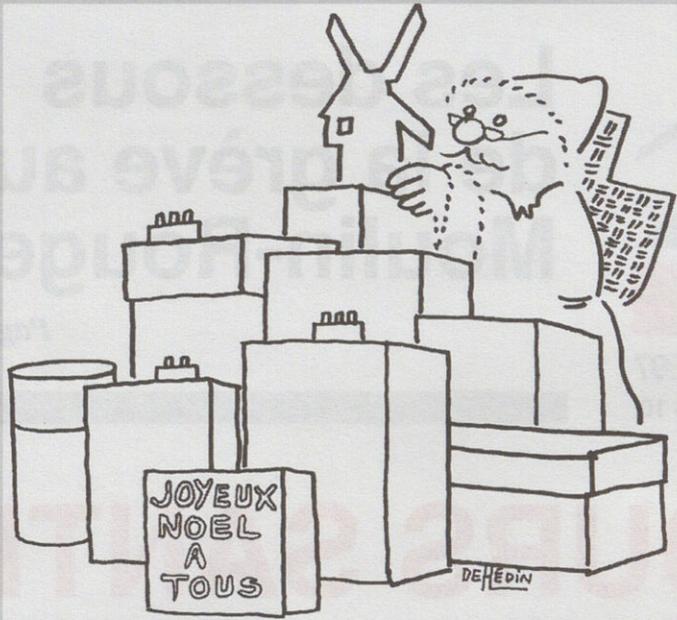
Histoire : Des gardes rouges à la Maison Verte

Page 19

AP 30 32713 D1



5700070-15-20910



**Un cadeau à offrir
à vos amis, à vos voisins,
un abonnement
au 18e du mois.**

**OFFRE SPÉCIALE VALABLE
JUSQU'AU 3 JANVIER 98 :
100 Fr POUR UN AN
AU LIEU DE 130 Fr !**

- Je m'abonne au 18e du mois : un an (onze numéros) : 100 F
- Je m'abonne et j'adhère à l'association des «Amis du 18e du mois» : 200 F (100 F abonnement + 100 F cotisation)
- Je souscris un abonnement de soutien : 470 F (100 F abonnement + 370 F cotisation de soutien)
- Abonnement à l'étranger : 150 F

(Cochez la formule que vous avez choisie.)

Nom :

Pr nom :

Adresse :
.....
.....
.....

Découpez ou recopiez, et envoyez, avec le chèque libellé à l'ordre «Les Amis du 18e du mois», à l'adresse :
Le 18e du mois, 7 rue du Ruisseau, 75018 Paris

COURRIER

COURRIER

COURRIER

A propos du métro Barbès

«Je suis bien content que le "dépotoir" du métro Barbès ait fait la "une" de votre édition de novembre. Cette station qui cumule tous les vices (saleté, pannes répétées et prolongées de l'escalator, fermeture précoce des guichets) est vraiment la honte de Paris. Et cela depuis des années. Quel mépris pour les gens de votre quartier et aussi pour l'ensemble des usagers du métro (j'habite le 11e mais je viens souvent dans le 18e) ! La RATP oserait-elle avoir le même comportement dans des quartiers plus favorisés ? Hésiterait-elle à provoquer le courroux d'un Tibéri, d'un Balladur ou autre Toubon ?

J'espère me tromper. Mais je crains fort que dans les esprits, chez le puissant comme chez le plus humble, la "rive droite" du boulevard Barbès soit, pour longtemps encore, cataloguée comme (je vous demande pardon) le "trou du cul" de la capitale. Ainsi m'est-il arrivé un jour, en compagnie d'un ami, rue des Poissonniers, de devoir descendre précipitamment sur la chaussée. Un "technicien de surface" municipal arrosait tranquillement le trottoir avec un jet puissant, complètement indifférent aux risques qu'il faisait courir aux passants. Tant pis pour ceux qui ne s'écartaient pas à temps ! Il a été surpris, mais quand même un peu gêné, lorsque mon ami lui a demandé s'il aurait eu la même attitude en arrosant les trottoirs de Neuilly, Passy ou Auteuil.»

J.-F. Robert

Le terre-plein du boulevard

«Dans votre dernier numéro, vous vous félicitez des mesures prises contre le stationnement abusif des autocars boulevard Rochechouart. Au même moment et pour des motifs du même ordre, une mesure d'éloignement similaire vient d'être prise au Mont St Michel : le stationnement est reporté à 2 km en deçà de la digue où il se trouvait. Dans les deux cas la tranquillité des résidents ordinaires a primé sur le remplissage de quelques tiroirs-caisses.

Faut-il aller plus loin et transformer le terre-plein du boulevard en piste cyclable et/ou rétablir les bancs ?

La première mesure ne présenterait d'intérêt que si elle concernait un trajet suffisamment long : d'Anvers à Blanche, par exemple, et techniquement elle exclurait la seconde.

Cette seconde mesure, elle, ne tarderait pas à transformer le terre-plein, non pas en lieu de détente pour les passants et les riverains, mais en avenue MacDonald jonchée de débris alimentaires.

Les services de police n'ont pas, disent-ils, les moyens de faire respecter

la destination officielle d'un domaine public : à 100 mètres de là, la place Charles Dullin, rénovée intelligemment, n'a pas tardé à être transformée à certaines heures en terrain de foot, au grand dam des passants qui en sont chassés.

Une concertation minutieuse entre les représentants des deux arrondissements concernés s'impose donc.»

J. Dauby

D'accord avec vous pour souhaiter cette concertation, permettant d'évaluer les avantages et inconvénients des diverses solutions. Quant à la place Charles Dullin, bien sûr qu'elle ne doit pas devenir un terrain de foot, mais il est sûr aussi que les pouvoirs publics devraient se préoccuper davantage d'offrir des espaces de jeu et d'activité aux enfants et aux adolescents.

En l'honneur d'un coiffeur

Un de nos lecteurs nous envoie ces lignes, qu'il nous demande de publier, en souvenir d'un de ses amis, coiffeur, «qui nous a quittés», nous dit-il :

«Aimer son métier plus que soi-même est un don de Dieu. La coiffure est un Art. Quand il coiffait, les cheveux étaient fous de joie ; ils sentaient sa touche affectueuse, ses câlins tendres, son attention protectrice. Ils avaient besoin de vivre, il leur a donné la vitalité ; ses mains d'or leur a ramené la brillance, l'élégance, la rayonnance. Il leur a consacré son don unique, sa vie...

Pour chaque métier il y a un King, une Star : Didier était la Star de la coiffure. Si vos cheveux l'ont connu, ils ont eu de la chance, sinon c'est que le destin ne lui a pas donné assez de temps sur cette terre. Il était simple, courageux, sincère, sociable, plein de vie, gai, adorable. Il eut une coiffure pure et vivante. Le temps ne comptait pas pour lui, il était pire que les médecins, à n'importe quelle heure qu'un cheveu l'appelle il était présent pour le soulager et lui redonner sa clarté ; il se livrait à lui entièrement vu sa générosité et sa fierté professionnelle. Hommage à ce Grand Homme de l'histoire de la Coiffure. Tel fut Didier, et son souvenir restera gravé sur cette terre.»

Naji Moghabghab

PETITES ANNONCES

ASSOCIATIONS

● Nous recherchons des bénévoles pour notre permanence **écrivain public**. S'adresser au **Centre social interculturel**, 28 rue Laghouat, 75018 Paris. Tél. 01 42 59 26 89.

Le 18e du mois est édité par l'Association des Amis du 18e du mois, 7, rue du Ruisseau, 75018 Paris. Tél. et fax 01 42 59 34 10.

L'équipe de rédaction (entièrement bénévole) : Christian Adnin, Christelle Antoine, Dan Aucante, Bernard Boudet, Blandine Bouret, Noël Bouttier, Jamil Brahim, Sophie Brandstrom, Christine Brethé, Abdelhak Briki, Claire Cadiou, Bertrand Combaldieu, Michel Conversin, Paul Dehédin, Jean-Michel Delage, Nadia Djabali, Rémi Douat, Anne Farago, Danielle Fournier, Jacqueline Gamblin, Sylvain Garel, Michel Germain, Donald James, Marie-Pierre Larrivé, Bertrando Lofori, Ludovic Maire, Sandra Mignot, Noël Monier, Thierry Nectoux, Niki Picalitos, Patrick Pinter, Rose Pynson, Olivier Raynal, Silke Rotzoll, Jean-Yves Sparfel, Valérie Stafetta, Michèle Stein, Laurence Zigliara.

Mais bouilli, mais grillé : goûtez la différence

Au long du boulevard Barbès, depuis Tati jusqu'au marché Dejean, s'échelonnent à l'automne les vendeurs de maïs. Maïs bouilli, gardé bien chaud dans sa cosse, vendu (3 F) par des dames africaines, ou bien maïs grillé sur barbecue offert (5 F l'épi) par des messieurs du genre tamoul.

C'est très bon mais c'est illégal au vu des règlements sur la «tranquillité» de la voie publique ou de ceux sur les commerces sans patente. Aussi, de temps en temps, les forces de l'ordre tentent d'intervenir (souvent en vain : les amateurs de maïs et les badauds de la Goutte d'Or s'interposent). Mais ils semblent que les dames africaines soient nettement plus souvent la cible des pandores que les vendeurs de maïs grillés. Alors, on se pose des questions : y aurait-il une discrimination anti-maïs bouilli ? ou bien, à l'inverse, la police préférerait-elle le maïs bouilli et espérerait-elle ainsi pouvoir se gorger de la marchandise confisquée ?

L'enquête se poursuit.

Marie-Pierre Larrivé

Sous-sol instable rue Véron

La rue Véron s'écroulerait-elle ? Située en contrebas du bâtiment qui abrite le Théâtre des Abbesses, elle semble bien trembler de la feuille. Depuis le 20 octobre, l'Inspection Générale des Carrières y entreprend des travaux de consolidation : 75 forages, de la rue Germain Pilon à la rue Audran, pour y injecter du béton sur une profondeur d'environ 15 mètres.

Mais selon M. Lacroix, chef de chantier, la rue ne s'écroule pas. «Elle est sur des remblais qui se tassent et que nous consolidons en injectant du béton. C'est un phénomène naturel qui n'a rien à voir avec le théâtre des Abbesses. Ce secteur, comme d'autres, est sensible et nous le surveillons depuis des années. Il y a quelques temps nous sommes intervenus de la même façon rue Audran.»

Quid des immeubles autour ? «Ça ce n'est pas de notre responsabilité, mais s'ils sont contruits sur des fondations importantes, ils ne sont pas en danger.» En effet la sécurité de la rue est du ressort des pouvoirs publics et la stabilité des immeubles incombe aux propriétaires, responsables de l'état de leur sous-sol.

18^e
INFOS

Les dessous de la grève au Moulin Rouge

Ils sont 19 salariés mis à pied et quelques sympathisants à manifester quotidiennement devant l'entrée du Bal du Moulin Rouge. Un conflit inédit pour cette entreprise dont les méthodes de gestion du personnel s'avèrent expéditives.



Gaëlle Cornier

Devant l'entrée du Moulin Rouge qui affiche son spectacle "Formidable", bousculade entre les grévistes et des membres du service d'ordre appointés par la direction, qui ont voulu arracher les banderoles syndicales.

«Depuis dix ans, je n'ai jamais vu un tel bras de fer.» Patrick Ferrier, secrétaire général du Synptac-CGT (Syndicat national des professionnels du théâtre et des activités culturelles), n'en revient pas. Depuis le 9 novembre, les techniciens et machinistes du Bal du Moulin Rouge manifestent devant l'entrée de l'établissement pour obtenir des négociations salariales et la réintégration de 19 d'entre eux, mis à pied à la suite d'une grève le 8 novembre.

Assignée en référé devant le Tribunal de Grande Instance (TGI), la direction se défend : «Il y a eu entrave au travail. Les grévistes ont occupé une partie de la scène et ont perturbé les artistes dans leurs numéros.»

Balles de ping pong

Avec photos, vidéo et constat d'huissier à l'appui, Me St Geniest-Combastet, avocate de la direction, explique : «Il y avait deux représentations successives le 8 novembre. Lors du premier spectacle, les techniciens grévistes étaient sur la scène, mais dissimulés derrière un rideau blanc que la direction avait fait baisser. Lors de la seconde représentation, 19 d'entre eux (sur 25 grévistes) étaient en avant de ce rideau, visibles du public, sur les escaliers par lesquels les danseurs accèdent au plateau. Et ils ont fait trébucher l'un d'eux...» Argument ultime : «Ils ont perturbé un numéro de jonglage qui se pratique avec des balles de ping-pong en envoyant une balle dans le sens de rotation inverse !»

Les salariés, eux, estiment qu'ils n'ont fait qu'exercer leur droit consti-

tutionnel de grève, nient avoir perturbé le spectacle et se déclarent victimes d'un licenciement collectif déguisé.

Le TGI a tranché : il n'a pas compétence pour réintégrer les salariés, car il s'agit de procédures individuelles. L'affaire est donc du ressort des prud'hommes, vers lesquels les salariés pourront se tourner lorsqu'ils auront reçu leurs lettres de licenciement, ce qui n'est pas encore le cas. Mais d'autre part, le TGI oblige l'employeur, sous astreinte journalière de 30 000 F, à reprendre des négociations sur l'application de la convention collective des entreprises privées de spectacle vivant. Les discussions devaient reprendre cinq jours après notification de la décision du tribunal, soit à partir du 29.

Décus, les salariés, qui espéraient obtenir l'annulation des mises à pied, se sont cependant remis à battre le pavé de la place Blanche, avec sono et amis musiciens en renfort : «On sera là tous les soirs jusqu'à ce que reprenne la négociation et même pendant qu'elle se déroulera.»

Tracts pour les clients

Devant l'entrée du Moulin Rouge, chaque soir, ils distribuent des tracts en français et en anglais aux passants et aux clients, devant un cordon de «gros bras» en cravate rouge appointés par la direction. Certains touristes, sans comprendre, se prennent en photo, avec en toile de fond les banderoles et le fameux cabaret. Des Américains, ouvriers métallurgistes syndicalistes, auraient refusé de passer la barrière militante par solidarité.

Outre la réintégration, techniciens,

machinistes et habilleuses, dont le salaire moyen se situe autour de 7 000 F, réclament la rémunération des jours fériés, une prime d'ancienneté, la revalorisation des salaires, une prime de fin d'année.

Christian Clérico, qui gère le Moulin Rouge mais participe également à la gestion du Lido et du Casino de Paris, dirige son monde d'une main de fer. Des sociétés différentes ont été créées pour employer les personnels des diverses catégories : Stentor pour les techniciens, Athys pour les artistes... Cette dissémination permet d'éviter un mouvement syndical de grande ampleur.

Tracasseries

En ce qui concerne les techniciens, le malaise a longtemps couvé. Chez Stentor, la section CGT existe depuis 95. Michel Mironoff en est le délégué. Il explique : «Au Casino, il n'y a pas de délégués syndicaux. Et au Lido, ils sont plutôt proches de la direction. Ici, j'ai dû faire du syndicalisme clandestin au début. On m'a fait subir un tas de tracasseries : me retirer les clefs de l'armoire à outils, me laisser dans un coin du plateau sans boulot, me faire nettoyer les tentures qui recouvrent les murs et le plafond... Je suis passé dans des endroits qui n'avaient pas été aspirés depuis 1952.»

Dès avril 97, les techniciens et machinistes ont demandé l'application de la convention collective. De promesses non tenues en rendez-vous reculés, la direction n'avait pas accédé à leur requête. Aujourd'hui elle se justifie par la bouche de son avocate : «Les grévistes n'ont jamais demandé l'application de la convention. Cela a été imaginé par le syndicat au moment de la procédure.»

Le spectacle continue...

Mis à pied comme les autres, Michel, en tant que délégué syndical, est ce qu'on appelle un «salarié protégé» : la direction aurait dû demander l'autorisation de l'inspection du travail avant d'engager une procédure de licenciement à son encontre. «Nous avons déjà prévenu l'inspection, précise Patrick Ferrier. Elle vérifiera aussi qu'on n'a pas engagé d'autres techniciens pour remplir la tâche de ceux qui sont dehors.»

A l'intérieur, le spectacle continue. «Dans d'excellentes conditions», précise Me Saint Geniest-Combastet. «Pas vraiment, infirme Michel Gauthierin, un des responsables du Syndicat des artistes-interprètes. Même si le personnel d'encadrement a dû retrousser ses manches et se mettre aux manettes.»

«De toute façon, précise Patrick Ferrier, les touristes qui viennent ici ne connaissent pas le spectacle habituel, alors ils ne se rendent pas compte de la différence.»

Sandra Mignot

Pollution diesel par les locomotives à la Chapelle : la SNCF devant le tribunal

L'action des habitants de la Chapelle riverains du dépôt SNCF Pajol-Villette, contre la pollution dégagée par les locomotives Diesel, se poursuit devant le tribunal : 39 d'entre eux, avec l'association Gare aux pollutions, ont porté l'affaire en justice.

Trente-neuf habitants des rues Pajol, d'Aubervilliers, Torcy, Buzelin, Marc Seguin, etc., qui subissent les émanations nocives des locomotives Diesel du dépôt Pajol-Villette, et l'association *Gare aux pollutions*, viennent d'assigner la SNCF en justice pour «faire cesser ces nuisances» (voir nos numéros de février et octobre 97). Ils demandent 30 000 F de dommages et intérêts, et une "astreinte" de 10 000 F par jour de retard à exécuter la décision.

Leur avocate, Me Stambouli, estime que «le service public doit montrer l'exemple» et «empêcher les conséquences dommageables et irréversibles sur la santé des habitants et des nombreux enfants du quartier».

Cette affaire doit être examinée par le tribunal d'instance du 18e, qui siège à la mairie du 18e.

En attendant, l'association a enregistré quelques résultats de son action.

Un arrêté préfectoral, dont la parution était annoncée pour le 24 novembre, doit renforcer les prescriptions du règlement en vigueur sur le dépôt SNCF. Ce règlement, qui datait du 17 mars 1988, l'association *Gare aux pollutions* et son président, Jean-Claude Duflo, l'ont découvert à cette occasion. Ce texte éloquent interdisait «d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières ou des gaz malodorants, toxiques ou corrosifs susceptibles d'incommoder le voisinage et

de nuire à la santé». Le nouvel arrêté préfectoral doit l'étendre à l'ensemble du site.

La Mairie de Paris, elle aussi, s'inquiète de cette pollution. Celle-ci touche une zone sur laquelle elle veut construire les 570 logements et l'école de la ZAC Pajol, ainsi que, plus au nord, le terrain où il est question de créer le collège de la Chapelle. A l'issue d'une réunion qui s'est tenue le 12 août dernier et dont le thème était «ZAC Pajol, problème de pollution», la Direction de l'aménagement urbain a demandé à la SNCF «d'étudier le déplacement éventuel de cette activité, à un horizon de temps qui devrait être celui de l'urbanisation envisagée dans le secteur».

Electrifier la ligne

Plusieurs chiffres d'une étude effectuée en février-mars 97 par la préfecture (et que les habitants du quartier ont fini, à force de persévérance, par se faire communiquer) indiquent une sur-pollution du site de l'ordre de 20 % en monoxyde d'azote (NO) et en particules fines (PM10) spécifiques des moteurs diesel.

A la SNCF, on reconnaît qu'il y a là «un vrai problème», qui résulte de la «fonction station-service» du dépôt pour les grosses tractrices diesel de la ligne Paris-Bâle. Mais on ajoute que «le dépôt est encore là pour un bon moment».

Le PDG de la SNCF, Louis Gallois, a écrit le 24 juin dernier au ministre de l'Environnement pour lui indiquer que la SNCF utilisait depuis octobre 1996 un gazole à basse teneur en soufre et une huile favorisant les démarrages à froid. Mais un article de la *Vie du Rail* du 8 octobre 97, confirmé par le personnel du site, affirme qu'«aucun dépôt n'a reçu la consigne de faire usage d'un nouveau carburant» à basse teneur en soufre. La possibilité de remotoriser 50 locotracteurs¹ par des moteurs de camion moins polluants serait également à l'étude.

Mais, selon toutes les études épidémiologiques, les polluants produits par les moteurs diesel et qui posent le plus de problèmes de santé sont les particules fines en suspension et non les polluants soufrés.

Les représentants syndicaux des cheminots travaillant à ce dépôt sont eux aussi conscients du problème. Mais leur priorité, c'est l'emploi ; ils sont réticents devant des mesures qui entraîneraient le déplacement ou la suppression d'emplois, comme par exemple le déplacement du dépôt sur un site à l'écart des zones urbaines. La solution de fond, disent-ils, c'est la suppression des locomotives diesel par l'électrification complète de la ligne. Mais cela demandera beaucoup de temps, et les riverains n'ont pas envie d'attendre si longtemps exposés aux pollutions...

A l'école Torcy

L'assignation de la SNCF devant le tribunal a également fait réagir la municipalité du 18e qui devait faire voter, lors du conseil d'arrondissement du lundi 24 novembre, un vœu demandant d'accélérer l'électrification de la ligne Paris-Bâle.

Les associations *La Chapelle*, *Gare aux pollutions* et de parents d'élèves FCPE-Torcy ont étudié avec l'association de médecins pédiatres "Respirer" la possibilité de mettre en place une étude épidémiologique sur les effets de la pollution sur la population et les enfants du quartier, ainsi que sur les cheminots travaillant sur le dépôt. Elles demanderont au Réseau national de santé publique, à l'Office régional de la santé et à la DDASS de s'associer à cette initiative. Il semble d'ailleurs que, de son côté, l'Education nationale ait l'intention de demander une étude épidémiologique concernant les élèves de l'école Torcy.

1. Les locotracteurs sont les petites locomotives que les cheminots appellent les "yoyos" et qui servent à mettre en place les trains.

Echanges aigres-doux à l'inauguration de la "vigie de police" de la mairie



Pendant le discours de Daniel Vaillant, de gauche à droite : Jean-Pierre Pierre-Bloch, Christophe Caresche, Jean Tibéri, le préfet de police Philippe Massoni, et le ministre de l'Intérieur Jean-Pierre Chevènement.

La vigie de police installée dans le bâtiment de la mairie du 18e, côté rue du Mont-Cenis, a été inaugurée le 21 novembre par le ministre de l'Intérieur Jean-Pierre Chevènement, en présence de Jean Tibéri, maire de Paris, et de Daniel Vaillant, maire du 18e.

Cette cérémonie était une sorte de "réparation" : on se souvient que M. Chevènement, peu après sa prise de fonction, avait réservé au 18e arrondissement sa première visite dans un commissariat parisien, mais que M. Tibéri n'avait pas été invité, ce dont il s'était montré fort mécontent.

Ce 21 novembre donc, la "gaffe" a été réparée. Chacun a fait son discours. En réponse à Daniel Vaillant qui avait

déclaré que l'ouverture de cette vigie était due à l'action de la municipalité du 18e, Jean Tibéri a souligné que la mairie de Paris y était aussi pour quelque chose. Les agents de police, en grande tenue, étaient au garde-à-vous.

MM. Tibéri et Chevènement sont allés ensuite inaugurer d'autres locaux de police dans le 19e. Là, nouvelle passe d'armes : M. Tibéri a indiqué ses réticences devant la politique du ministre de l'Intérieur qui consisterait à renforcer les effectifs de police dans les "quartiers sensibles", au besoin en dégarissant un peu d'autres quartiers.

Rappelons que la vigie de police de la mairie du 18e n'est pas ouverte la nuit.

MARQUAY

Jean-Pierre MARQUAY, FROMAGER

**Produits fermiers de provenance directe
de petits producteurs**

81, avenue de Saint-Ouen, 75017 Paris.

(m tro Guy Môquet)

Tél. 01 46 27 59 68

18^e
INFOS

Opération zéro voiture : zéro bavure...

Les Verts plutôt contents après leur opération "Montmartre libéré des voitures" du 23 novembre : ils pensent que leur message est passé.

Dimanche 23 novembre, Montmartre semblait assoupi. Un silence inhabituel, même pour un dimanche d'automne, parfois une voiture isolée qui passait. Depuis 11 h du matin, les Verts bloquaient la circulation dans les dix rues (dix seulement, compte tenu des sens interdits) qui permettent d'accéder à la Butte.

A l'appel du parti écolo, un peu plus de 200 personnes, militants et sympathisants, s'étaient réunies à 10 h 30 sur la place des Abbesses, puis réparties entre les différents barrages. Café, chocolat chaud, croissants étaient prévus, mais surtout des paquets de feuilles de pétition en faveur de "quartiers libérés dans Paris". Libérés de l'automobile, s'entend.

Une interdiction très polie

Consignes données aux militants : «*Nous discutons avec les automobilistes pour les dissuader d'entrer dans Montmartre. Nous laissons passer les taxis, les véhicules de secours, les livraisons, les transports en commun, les habitants. Pour les autres, nous leur indiquons le parking le plus proche. Mais s'ils veulent vraiment passer quand même, nous ne nous y opposons pas par la force. C'est une action non violente.*»

Quelques jours avant, dans une lettre très polie, le préfet de police avait fait savoir aux organisateurs qu'après avoir consulté ses services, il interdisait cette action. Effectivement, de nombreuses forces de police étaient présentes dimanche 23 autour de Montmartre, prêtes à inter-

venir en cas d'incident, et le commissaire Maucourant a passé la journée à faire la navette d'un barrage des Verts à un autre, pour exiger qu'ils laissent un couloir ouvert.

Mais du côté de la police non plus, on ne cherchait pas l'affrontement. A part quelques très brefs moments d'énervement, tout s'est passé en douceur. Les Verts ont tenu leurs barrages le temps prévu : six heures. Ils ont recueilli 2 950 signatures sur leur pétition. Énormément de gens sont venus discuter avec eux, la plupart avec sympathie. Ils considèrent que c'est un succès.

«*Montmartre se prête à une opération de ce genre : les rues sont étroites, pavées, il n'y a pas de place pour stationner, et les habitants ne verront pas d'un mauvais œil leurs rues devenues piétonnes pour quelques heures*», nous confiait le responsable de l'organisation des Verts. Effectivement, rue Lepic, à peine le barrage a-t-il été installé que les piétons qui, le dimanche, sont nombreux à faire leur marché, ont occupé la chaussée. Beaucoup de riverains des rues adjacentes aux boulevards de Clichy et Rochechouart se montraient compréhensifs : «*Le bruit et la pollution ici, c'est infernal.*»

La voiture pour 100 mètres

Rue des Abbesses, les opinions étaient plus partagées. «*L'interdiction des voitures ne nuirait pas à mon commerce*, disait le patron d'un commerce "de proximité". *Presque personne*

Sur les barrages des Verts (ici, rue André Del Sarte), l'ambiance n'était pas à l'affrontement.

ne vient chez moi en voiture, je trouve d'ailleurs indécent de prendre sa voiture pour faire 100 mètres.» Mais d'autres n'étaient pas d'accord : «*Nous avons des clients qui viennent de loin faire leurs courses jusqu'ici.*»

Chez les commerçants des environs de la place du Tertre, qui pour la plupart vivent des touristes, l'ambiance était plus hostile. Cette action, venant après l'interdiction des cars (voir ci-contre), ne leur plaisait guère. Les Verts ont fait valoir que de nombreux sites touristiques se visitent à pied sans que cela nuise à leur fréquentation.

L'association SOS-Abbesses avait indiqué qu'elle soutenait l'action. L'ADDM (Association de défense de Montmartre), la plus importante association de quartier, n'avait pas voulu s'associer à cette initiative parce qu'elle venait d'un parti politique. Ses responsables ont cependant rappelé qu'ils demandent une concertation sur les problèmes posés par la circulation automobile sur la Butte - tout en jugeant "utopique" l'idée d'une interdiction totale aux voitures.

Les Verts, sur leurs barrages, demandaient la tenue d'une table ronde entre les représentants de la préfecture, de la mairie de Paris et de celle du 18^e, des associations d'habitants et des associations de commerçants. Ils faisaient des suggestions : rues piétonnes, poteaux métalliques rétractables à l'entrée d'autres rues comme dans le quartier Montorgueil, stationnement limité à 15 minutes, etc...

Ludovic Maire



Thierry Nectoux

Autocars : les opposants à l'interdiction ne désarment pas

L'interdiction des autocars sur la Butte Montmartre est entrée en vigueur au 1^{er} novembre, comme prévu. Sur les boulevards de Rochechouart et de Clichy, un stationnement pour les cars limité à trois heures consécutives a été instauré et le nombre de places réservées a été réduit : 52 au lieu de 110.

Ces mesures ont déclenché la colère de l'Association des commerçants et propriétaires de la Butte Montmartre, qui a décidé d'engager un "référé en sursis à exécution" devant le tribunal administratif, invoquant un «*excès de pouvoir*» et une «*distorsion de la concurrence par rapport aux autres sites parisiens de tourisme*». Selon cette association, ces mesures auraient déjà eu des répercussions sur les réservations des hôteliers montmartrois.

A l'heure où nous "bouclons", nous n'avons pas connaissance du résultat de cette action en justice. Rappelons toutefois qu'un référé est une procédure d'urgence visant à faire cesser une situation qui serait à l'évidence anormale, et que, même s'il perd en référé, le plaignant peut toujours poursuivre la procédure "sur le fond".

Jardin des Deux Nèthes : pour bientôt ?

Le dossier du jardin public des Deux-Nèthes, près de la place Clichy, promis depuis si longtemps, pourrait être bientôt débloqué. Ce jardin occupera un terrain entre l'avenue de Clichy, l'impasse des Deux-Nèthes et l'impasse de la Défense.

La plupart des bâtiments situés sur ce terrain ont déjà été acquis par la Ville de Paris, et beaucoup ont été démolis. Pendant un certain temps, il y a eu là un terrain vague servant de dépotoir et de rendez-vous pour toxicomanes. Ce terrain a été récemment engazonné et clôturé, à la demande de l'association de quartier Déclit 17/18, soutenue par la mairie du 18^e.

Le journal de la mairie du 18^e, 18^e citoyen, annonce dans sa dernière livraison qu'«*une déclaration d'utilité publique est actuellement en cours*» pour l'acquisition des dernières par-

celles et l'ouverture des travaux. En réalité, la question n'a pas encore été inscrite à l'ordre du jour du Conseil de Paris. Mais cela semble proche.

Il a fallu pour cela que l'association de quartier secoue l'inertie de l'administration parisienne, notamment pour que les derniers habitants de l'immeuble situé au coin de l'impasse des Deux Nèthes et de l'avenue soient relogés, afin que cet immeuble puisse enfin être abattu.

Une question : que va devenir le bâtiment en bois, assez pittoresque, situé au milieu du terrain ? «*Nous souhaitons qu'il soit conservé*, nous a déclaré M. Brunod, de Déclit 17/18. *Cette partie du quartier a du caractère, avec ses maisons basses, son allure encore villageoise. Le maintien de ce bâtiment peut contribuer à sauvegarder ce caractère.*»

PRÊT DE SALLES (contre participation aux frais)

*Co-propriétés, associations, groupes,
activités culturelles...
(pas de fêtes)*

LA MAISON VERTE
127 rue Marcadet, 75018 Paris
01 42 57 30 07 (lundi à vendredi, 15 h à 19 h)

Polémiques autour des Loubavitch de l'Évangile

Fallaient-il parler des polémiques existant autour de la communauté juive Loubavitch installée dans notre arrondissement ? Nous nous sommes plusieurs fois posé la question, nous avons hésité : crainte de livrer des arguments aux antisémites, difficulté de traiter un sujet aussi sensible... Et ce, même si cette communauté s'appuie sur des valeurs que nous désapprouvons : extrémisme, repli sur soi....

La question s'est à nouveau posée à propos d'un événement d'actualité : le débat au conseil d'arrondissement sur un projet de subvention du centre de loisirs "Sinai". Cela nous a incités à entrer dans le vif du sujet. Certains penseront que nous lui consacrons trop de place. Ça nous a paru nécessaire pour éviter d'être trop schématiques.

Une subvention qui divise la gauche municipale

Echanges de propos assez violents, et division au sein des élus de la gauche au conseil d'arrondissement du 18^e, à propos d'une subvention au "centre d'éducation Sinai"...

Lundi 3 novembre, au conseil d'arrondissement du 18^e. D'une voix où perce de la mauvaise humeur, Daniel Vaillant, maire du 18^e, ouvre le point suivant de l'ordre du jour : « Notre avis est demandé sur une subvention de 59 800 francs à l'association de parents de l'école du Sinai pour son centre de loisirs. »

Les débats vont être d'une agressivité peu habituelle.

« J'ai reçu, dit Vaillant, des courriers affirmant que l'école du Sinai ne remplit pas les obligations découlant de son contrat avec l'Etat. Mais cette question ne concerne pas notre conseil d'arrondissement ; que les auteurs de ces courriers s'adressent à l'Education nationale. Nous sommes consultés, nous, sur le centre de loisirs. J'ai

vérifié : la subvention proposée représente 5,50 F par enfant inscrit et par journée, soit exactement la même somme que dans les autres centres de loisirs. » Et Daniel Vaillant demande qu'on vote pour.

Dans le public, des représentants des parents d'élèves de la FCPE se lèvent, protestent, interpellent le maire. En principe, il est interdit au public d'intervenir ou de manifester pendant les délibérations des élus. Daniel Vaillant fait donc comme s'il n'entendait pas et, dans le brouhaha, donne la parole aux élus.

Dans une brève intervention, Jean Wlos indique que les élus communistes voteront contre.

Du côté de la droite, Jean-Pierre Pierre-Bloch (UDF) attaque Vaillant :

« Bien entendu, moi aussi je voterai pour, comme vous. Mais j'ai trouvé votre position d'une grande lâcheté. Vous savez très bien que l'école du Sinai est une école religieuse juive et qu'elle accueille des enfants juifs. Alors à quoi rime votre intervention sur l'Education nationale ? »

Daniel Vaillant est rouge de colère : « Retirez ce mot de lâcheté ! »

Finalement, la subvention sera approuvée par une majorité regroupant élus de droite et PS.

• Qui sont les Loubavitch ?

De quoi s'agit-il pour que cette subvention, d'un montant pas très élevé, provoque des débats si passionnés ?

Les "Loubavitch" sont un mouvement religieux juif ultra-orthodoxe, prônant le repli du judaïsme sur lui-même, et contesté au sein même de la communauté juive.

Ils ont créé dans le 18^e, dans le quartier de l'Évangile, le "centre d'éducation Sinai", dont dépendent une école primaire, deux collèges (un pour les garçons, un pour les filles), un lycée, une crèche, des séjours de vacances, etc...

L'école primaire du Sinai est une école privée "sous contrat" avec l'Etat. Les salaires des enseignants sont versés par l'Etat, mais en retour l'école a des obligations : se conformer à certaines règles concernant la qualification des maîtres, et aussi accueillir des élèves quelle que soit leur religion. Selon des habitants du quartier de l'Évangile, cette école ne respecterait pas cette obligation (voir page 7).

À côté de l'école du Sinai existe un "centre de loisirs". Il n'est pas inclus dans le contrat qui lie l'école et l'Etat, car il fonctionne quand il n'y a pas classe. Il est géré par une association de parents et demande chaque année une subvention non pas à l'Etat, mais à la Ville de Paris.

• La subvention augmentée : + 5 %

Chaque année donc, cette subvention doit être votée par le Conseil de Paris, après que le conseil d'arrondissement du 18^e ait donné son avis.



L'an dernier, en 1996, la subvention était de 56 980 F. Au conseil d'arrondissement, elle avait été approuvée à l'unanimité : PS, PC, droite, et même le représentant du Front national avaient tous voté pour. Mais le conseil d'arrondissement n'est consulté que pour avis. Au Conseil de Paris, qui décide ensuite, l'unanimité ne s'est pas retrouvée : les élus communistes, expliquant qu'ils avaient été pris par surprise, ont changé de position et ont voté contre, de même que les Verts.

Les élus de ces deux partis, ainsi que plusieurs associations du 18^e attachées à la défense de la laïcité, considéraient le versement de cette subvention à un organisme de caractère religieux (qui plus est, intégriste) comme une atteinte, justement, à la laïcité. Cette position, nous a-t-on indiqué de source sûre, est partagée par une partie des socialistes du 18^e : la décision de Daniel Vaillant a été contestée parmi ses propres amis.

La subvention proposée cette année (59 800 F) est en augmentation de 5 % par rapport à 1996. Elle a finalement été votée par le Conseil de Paris le 17 novembre 97.

Dans le débat, la représentante des Verts, Martine Billard, a relevé que l'augmentation de 5 % de la subvention permet au centre de loisirs du Sinai d'abaisser la participation des parents de 20 à 15 F, cela au moment même où les tarifs des centres de loisirs des écoles publiques augmentent de 4 % !

Les communistes ont voté contre la subvention. Et, surprise, les élus socialistes du Conseil de Paris, au lieu de voter pour comme ceux du conseil d'arrondissement, ont refusé de prendre part au vote. Manière de désa-

Des problèmes qui ne sont pas seulement de voisinage

Le quartier de l'Évangile est un ensemble d'immeubles modernes des années 80, au nord de la Chapelle. Tout au bout, un grand bâtiment de béton et de verre, aux entrées surveillées par des caméras de télévision : le Centre du Sinai.

Un habitant du quartier nous raconte qu'il y est allé pour inscrire sa fille à l'école primaire. « Pour voir s'ils acceptent des élèves non juifs », dit-il. « Dès l'entrée, deux costauds m'ont attrapé par le bras : "Tu vas où ?" J'ai expliqué. On m'a prié d'envoyer ma demande par écrit et je me suis retrouvé dehors. » Par courrier, il a reçu le formulaire à remplir pour l'inscription, avec la liste des pièces à fournir. Parmi lesquelles une « photocopie obligatoire de la ketouba (certificat de mariage religieux juif) ».

Ouverte aux non-juifs ou non ? Les "laïques" du quartier affirment que cette école ne remplit pas en ce domaine l'obligation prévue dans son contrat avec l'Etat (voir page 6).

Ce problème concernant la laïcité n'est pas le seul à avoir suscité des débats dans le quartier. En 1994, ces débats avaient même pris un tour si public que plusieurs journaux y ont fait écho : le Parisien, le Figaro, le Nouvel Observateur... Il y avait eu des tags "Non à l'intégrisme" dans les cages d'escaliers de certains immeubles où habitaient des familles loubavitch, une pétition, des querelles dans les rues...

À l'origine de ce climat, l'impression qu'avaient les habitants de plusieurs immeubles de se trouver dans un ghetto en formation : « Dès qu'un appartement se trouvait libre, raconte une habitante, on voyait une famille loubavitch s'y installer. Il était question que tout le rez-de-chaussée soit occupé par une entreprise loubavitch de livraison de nourriture cachère... »

L'article du Nouvel Obs semblait considérer tout cela comme un pur et simple problème d'antisémitisme. « De l'incompréhension au racisme, le pas est vite franchi », écrivait-il.

Beaucoup de critiques des riverains portaient sur des petits détails. Par exemple, le bruit des chants religieux, ou encore le fait que, le samedi, les loubavitch observent les prescriptions du shabbat avec une rigueur extraordinaire : tout travail, toute activité créant de l'énergie leur sont interdits, ils n'ont même pas le droit d'appuyer sur un bouton électrique ; aussi exigent-ils que les portes des immeubles restent constamment ouvertes...

Peut-être peut-on expliquer certaines de ces critiques par une difficulté à accepter ce qui est différent.

Mais sur ces aspects de vie quotidienne, aujourd'hui le climat s'est bien apaisé. Avec le temps, les voisins, loubavitch et non-loubavitch, ont sans



Le bâtiment du centre Sinai, au bout de la rue Tristan Tzara à l'Évangile.

doute appris à se reconnaître, se dire bonjour dans l'ascenseur, se rendre des petits services. Et puis la proportion de familles loubavitch a cessé d'augmenter et le projet d'entreprise au rez-de-chaussée a été abandonné.

Il subsiste cependant un malaise, dû pour l'essentiel à la volonté affichée de membres de cette communauté d'avoir le moins de contacts possibles avec le reste des gens, comme s'ils étaient les seuls "justes". « On voit dans le square des parents loubavitch ou des grandes sœurs tirer en arrière les petits qui commençaient à jouer avec d'autres enfants », explique une mère de famille.

Cette méfiance envers le reste du monde est revendiquée par des dirigeants loubavitch : « On devrait nous louer, plutôt que nous critiquer, de vouloir faire échapper nos enfants aux influences pernicieuses de l'extérieur », disait l'un d'eux dans une interview.

D'autres relèvent le peu de place laissée apparemment aux femmes et aux enfants face à l'autorité des chefs de famille loubavitch. « L'an dernier, lors du "vide-greniers" organisé par une association, une fillette juive, 7 ans

peut-être, est tombée en arrêt devant un petit singe en peluche. Elle avait un peu d'argent de poche, elle l'a acheté. Quelques minutes plus tard, elle revenait : « Mon père m'a dit de le rapporter, parce que les animaux, c'est interdit par la religion. » ... »

Et puis il y a des gens qui affirment leur désaccord avec les positions extrémistes des loubavitch face au problème de la paix au Moyen-Orient.

Alors, racisme ? Tout jugement serait-il interdit sur des idées ou des comportements dès lors qu'il s'agirait de telle ou telle religion ?

Un autre habitant du quartier de l'Évangile nous a expliqué, sur le mode humoristique : « Environ 1 200 enfants et adolescents, de Paris et toute la banlieue nord, fréquentent les écoles du Sinai. A la sortie des classes ça fait beaucoup de voitures. Certains parents stationnent carrément au milieu de la rue, ou devant des sorties de parking, d'où des querelles. Moi, si j'ai le tort de me mettre en colère et que je traite quelqu'un de connard, je trouve normal qu'il me réponde "Connard toi-même". Mais pas qu'il me traite d'antisémite. On est tous des êtres humains, on est tous pareils, non ? »

N.M.

Le directeur du centre Sinai : « L'école du Sinai n'est pas loubavitch. »

Nous avons interrogé M. Joseph Pevzner, directeur général de la Cité du Sinai, à la suite des débats qui ont marqué le vote de la subvention.

« Je ne suis pas au courant, nous a-t-il dit, mais ce qui me sidère, c'est que, l'an dernier, suite à la contestation de cette même subvention, j'ai invité Martine Billard, conseiller de Paris du groupe des Verts, à se rendre compte sur place de ce qui se passe réellement au sein de la cité. »

« Elle a pu constater par elle-même, affirme M. Pevzner, que le recrutement des élèves de notre école ne se fait pas uniquement au sein de la communauté juive et qu'elle est ouverte à tous, même si je reconnais que notre projet pédagogique peut rebuter des individus de confession non israéliite. Mme Billard m'a affirmé après sa visite qu'elle avouait s'être trompée sur notre compte et que, plutôt que le terme "intégriste", pour nous qualifier, elle emploierait désormais le terme "traditionaliste". »

« L'école Sinai est réputée très ouverte dans la communauté juive, nos activités religieuses ne sont d'ailleurs pas obligatoires et nos élèves ne sont pas tous juifs même si

les non-juifs sont une minorité. Cette école, que je qualifierai de traditionaliste, regroupe tous les courants religieux de la communauté, et j'affirme que notre projet pédagogique est radicalement différent d'un projet pédagogique Loubavitch. »

Autour des écoles du Sinai gravitent 13 associations, toutes dirigées par les mêmes personnes, à l'exception de deux associations de parents.

À notre connaissance, les associations qui, dans cet ensemble, reçoivent des subventions publiques, en dehors des établissements scolaires (dans le cadre de leur "contrat" avec l'Etat), sont l'association de parents pour le centre de loisirs, et l'association Talmud Thora qui régit la crèche et qui bénéficie d'une somme vertigineuse : 3 710 000 F en 1994 ; mais selon Joseph Pevzner, « comme notre crèche est agréée, cette somme est établie forfaitairement par la DASES (Direction de l'action sociale, de l'enfance et de la santé) en fonction du nombre d'enfants. Le vote en Conseil de Paris se fait globalement pour les crèches, il n'y a pas de vote particulier pour la nôtre. »

Christelle Antoine

vouer Vaillant sans avoir l'air de le désavouer tout à fait ?

Derrière cette polémique, les préoccupations électoralistes ne sont probablement pas absentes.

Ce n'est d'ailleurs pas la première affaire concernant des subventions à des établissements loubavitch. Déjà, en 1994, le conseil régional d'Ile-de-France, puis le Conseil de Paris avaient eu à discuter d'une subvention pour la construction dans le 19^e arrondissement d'un lycée loubavitch. Déjà cela avait entraîné des débats passionnés, et des divisions parmi les socialistes.

À cette occasion, les institutions de la communauté juive avaient pris, sans la moindre réserve, la défense du lycée loubavitch. Même ceux des responsables juifs qui, par ailleurs, se disent hostiles à ce mouvement intégriste, se sont mobilisés pour empêcher qu'une école juive, quelle qu'elle soit, se voie refuser une subvention. (Mais est-ce un bon calcul, pour la communauté juive, de se solidariser ainsi avec ses extrémistes ?)

Noël Monier

Le mouvement loubavitch et son rabbi

Le centre du mouvement Loubavitch est à Brooklyne (New York) où est mort il y a trois ans, à l'âge de 92 ans, celui qui était son chef suprême, son tsaddik, le rabbi Menahem Mendel Schneerson.

Le Dictionnaire du judaïsme d'Alan Untermyer indique : « À l'origine, seule la charge spirituelle de la communauté incombaît au tsaddik, mais depuis un certain temps, les admirateurs du rabbi de Loubavitch n'entreprenaient rien sans avoir obtenu sa bénédiction. Ainsi, il suffisait qu'il désapprouve un mariage pour qu'il ne se fasse pas. Des visiteurs venaient du monde entier l'écouter parler lors des rassemblements organisés à New York pour célébrer les grandes dates du mouvement ou l'anniversaire du rabbi. (...) Le siège du mouvement diffusait à longueur de nuit par téléphone la parole du rabbi. Ses adeptes, convaincus de l'infaillibilité de ses enseignements, s'y conformaient scrupuleusement. (...) Leurs adversaires les ont accusés d'idolâtrer leur rabbi. »

Certains adeptes voyaient en rabbi Schneerson le Messie (Machia'h) attendu par les Juifs. D'autres pensent qu'il est seulement l'annonciateur du Messie, qui serait proche. Ce thème revient com-

me un leit-motiv dans les livres, revues, discours du mouvement et même sur un serveur Minitel, 3615 Machia'h.

Issu du courant hassidique

Le mouvement Loubavitch avait été fondé par Schnéour Zalman (mort en 1813), auquel succéda son fils Dov Baer (1773-1827), installé dans la ville russe de Loubavitch. Il est issu du courant "hassidique", la grande tradition mystique qui a parcouru le judaïsme du XVIII^e et du XIX^e siècle. Mais la doctrine de Dov Baer de Loubavitch refusait l'appel aux sentiments que l'on trouve chez la plupart des mystiques hassidim, et prônait la recherche d'une contemplation intellectuelle à travers Hokhma, Bina, Doat (Sagesse, Intelligence, Connaissance). C'est pourquoi ce mouvement est aussi appelé Habad (nom tiré des initiales de ces trois mots).

Aujourd'hui, l'influence des Loubavitch est en progression au sein du judaïsme. Ils se définissent comme "ultra-orthodoxes" (ce que contestent certaines autorités religieuses juives, qui voient en eux une déviation du judaïsme). C'est un mouvement intolérant, hostile au féminisme, maudissant "l'immoralité" du monde.

La mystique a laissé place à des rites codifiés au geste près, qui gouvernent la vie quotidienne et que les adeptes, avec une énergie missionnaire spectaculaire, cherchent à faire adopter par l'ensemble des Juifs : ainsi, installés aux entrées des rues des quartiers juifs, ils invitent les passants à monter dans leur camionnette pour mettre les teffines (bandelettes), qui doivent être posés sur la tête et le bras selon des règles très précises...

A l'extrême-droite en Israël

Le rabbi Schneerson a été longtemps hostile au sionisme des créateurs de l'Etat d'Israël, à qui il reprochait de pratiquer un messianisme laïque. Mais maintenant les Loubavitch ont pris place bruyamment dans la politique israélienne, où ils se situent à l'extrême-droite. Implantés dans des colonies au cœur des territoires palestiniens occupés, farouchement opposés aux négociations de paix, ils prônent l'annexion par la force de ces territoires, et incitent les soldats israéliens à refuser d'obéir si on leur ordonne d'évacuer des positions. A tel point qu'en 1996 leurs rabbins se sont vu interdire l'entrée des casernes par le ministre de la Défense israélien.



Emplois jeunes : premiers projets dans les associations

À la suite de la réunion du 16 octobre à la mairie sur les emplois jeunes, des rencontres thématiques (santé, jeunesse, culture, vie des quartiers...) ont rassemblé des représentants de 70 associations du 18e, qui ont exposé leurs projets et leurs interrogations. «A la mi-novembre, Services 18* a recensé 44 projets associatifs plus ou moins ficelés», explique Dominique Demangel, adjointe chargée des affaires sociales. Chacun représenterait entre un et six emplois. Trois grands thèmes : médiation familiale, scolaire ou sociale ; accompagnement (personnes âgées, adolescents...), animation.»

Même si l'adjointe se dit agréablement surprise par l'afflux de projets, les difficultés ne manquent pas pour les concrétiser. Quel sera l'engagement de la mairie de Paris ? Jean Tibéri, qui se déclare maintenant prêt à participer au plan gouvernemental, ne devrait rien annoncer de très concret avant début 98. Pas facile alors pour les associations de se positionner sur des projets que pourrait lancer également la Ville... D'autre part, nombre d'associations ont des incertitudes financières, surtout pour des projets nécessitant des qualifications importantes (donc un salaire supérieur au Smic). La mairie

du 18e va chercher auprès de partenaires institutionnels des accords pour appuyer les associations. A noter également le projet de la municipalité de sites internet dans différents lieux pour un accès libre notamment des jeunes. Cela permettrait la formation et l'embauche de «cyber-animateurs» dans le cadre des emplois-jeunes.

Noël Bouttier

*Services 18, localisée à la mairie du 18e, apporte un appui pour le montage des dossiers des associations. Tél. et fax : 01 42 52 08 00. (Attention, Services 18 ne s'occupe pas de placer des chômeurs, ne pas le contacter pour ça.)

Hélène et Fabien à l'école Sainte-Isaure : «Appelez-nous maîtres d'activités»

Hélène et Fabien sont «emplois-jeunes» à l'école élémentaire du 8 rue Sainte-Isaure, dans le quartier de la mairie. Deux parmi les 500 recrutés dans les écoles parisiennes, les 107 de l'arrondissement. Ils préféreraient qu'on les appelle «maîtres d'activités», dénomination choisie en accord avec Gisèle Berthet, la directrice, et son équipe, correspondant mieux à leur emploi et «plus compréhensible pour les enfants : des maîtres oui, mais pas comme le maître de la classe, des maîtres qui font des activités».

Hélène Grosjean a 24 ans, elle habite tout près, rue Duhesme. Fabien Decomble a 21 ans, il vient de Malakoff. Mince jeune fille, longs cheveux frisés, petites lunettes, elle a entamé, après un bac commercial et un DEUG lettres-langues, une licence en sciences de l'éducation qu'elle a lâchée «un peu sur un coup de tête» pour des petits boulots, animation pour enfants et soutien scolaire, commerce. Grand, brun, athlétique, sourire d'enfant, il a passé un bac informatique et depuis six ans, il travaille dans l'animation, depuis un an et demi à temps plein pour la mairie de Malakoff.

Tous deux ont sauté sur l'occasion quand ils ont appris l'existence de ces emplois-jeunes, chacun avec sa motivation : «J'ai toujours aimé travailler avec des enfants, dit Hélène. Cet emploi m'en donne l'occasion avec en plus un salaire garanti et la possibilité de me former, reprendre peut-être ma licence. J'ai cinq ans pour construire un projet, me qualifier et trouver ma voie soit dans l'enseignement, soit dans l'animation ou le secteur social».

Fabien, lui, sait plus précisément ce qu'il veut : devenir directeur de projet dans un centre socio-culturel. «Pour cela, il faut à la fois obtenir des diplômes d'assez haut niveau et avoir cinq ans d'expérience de terrain... Comment un jeune, si ses parents ne l'aident

pas, peut-il concilier études et stages, souvent bidon d'ailleurs ?» Il affirme : «Ces emplois, c'est une aubaine.» En outre, il est «ravi de pouvoir suivre des enfants pendant une année, plusieurs années même, et bien les connaître, au lieu de passer d'une à trois semaines pas plus avec des gosses et puis fini, ce sont des nouveaux qui arrivent.»

Hélène et Fabien ont été choisis par l'école, devant cinq autres candidats : ils correspondaient par leur profil au projet établi par l'école. «Un projet global qui, dans cet établissement ZEP (284 élèves) à population très plurielle, consiste à mener les enfants à une maîtrise de la langue et à l'autonomie. Pour les emplois jeunes, la priorité a été mise sur la lecture et l'initiation à l'informatique», précise Gisèle Berthet.

Chacun a sa spécificité propre : Hélène s'occupe tous les matins de 10 h à 11 h 30 de la bibliothèque, aidant la documentaliste de la Ville de Paris à guider les enfants, à leur apprendre à trouver un livre, une doc, tandis que Fabien les initie aux nouvelles technologies. Il ne part pas de rien, l'école possède six ordinateurs et les utilise déjà pour réaliser Iris, le journal trimestriel de Sainte-Isaure : six pages de reportages sur le quartier, sur la vie de l'école, les sorties, les activités sportives et culturelles, de poèmes et de devinettes, auxquelles toutes les classes participent depuis 1996. Mais maintenant Fabien va apprendre aux petits à se «balader» sans peur des souris.

Hélène et Fabien ont également des activités «de tronc commun» : par exemple, dans la cour de récré, ils ne surveillent pas, ce n'est pas leur rôle, mais ils apprennent aux enfants à jouer. «La plupart des enfants ne savent pas s'organiser et c'est source de conflits», précise Gisèle Berthet soulignant qu'en

une semaine, la récréation a pris une nouvelle physionomie déjà.

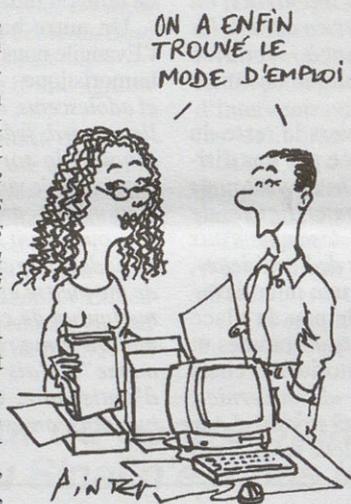
Le soir, à l'étude, ils pourraient s'occuper des enfants avec l'intervenant de la Ville de Paris, chargés plus spécialement des plus petits et de ceux dont les familles sont les plus démunies pour aider leurs gosses à étudier. «Ils ne se substitueront pas aux professionnels mais se concentreront sur un ou deux enfants», précise encore la directrice. La répartition exacte entre leurs tâches et celles des personnels de la Ville doit être établie ultérieurement..

Ils peuvent être présents en classe

avec le maître ou la maîtresse, notamment quand il y a atelier lecture, s'occupant des meilleurs tandis que l'instit se concentre sur les moins bons lecteurs. De même, quand on fait en classe des «activités d'éveil», ils seront là, permettant un travail en petits groupes impossibles avant leur arrivée.

La directrice a le mot de la fin : «Sainte-Isaure est une école où déjà depuis longtemps on travaille réellement en équipe. Ainsi, nos deux maîtres d'activités ont été bien accueillis car nous étions prêts.»

Marie-Pierre Larrivé



LIBRAIRIE
L'Humeur vagabonde

44, rue du Poteau, 75018 Paris
Tél. 01 42 23 23 15. Fax 01 42 23 23 39.

Du mardi au samedi 10 h - 20 h,
et le dimanche 10 h - 13 h.

12 000 titres en stock
Rayons : Littératures
Jeunesse, BD
Arts
Sciences humaines
Policiers

Carte de fidélité
Commandes clients

L'Humeur vagabonde

Vouloir brosser un tableau de la santé dans un arrondissement comme le 18^e est ambitieux.

D'emblée, on peut dire qu'avec environ 370 médecins de ville pour un peu moins de 200 000 habitants, le 18^e est le plus mal loti des arrondissements de Paris. Mais la médecine hospitalière compense ce déficit, avec notamment l'hôpital Bichat-Claude Bernard (Porte de Saint-Ouen), l'hôpital Lariboisière (situé dans le 10^e, à la limite du 18^e, entre Barbès et la gare du Nord) et dans une moindre mesure l'hôpital Robert Debré pour les enfants (19^e).

Il faut noter l'insuffisance d'équipements pour la santé des personnes âgées et pour la prise en charge de la santé mentale. Le futur hôpital gériatrique Bretonneau apportera une réponse en ce qui concerne les personnes âgées, mais son ouverture est encore lointaine : 2 001 ou 2 002. En ce qui concerne la santé mentale, la situation risque de s'aggraver, puisque la fermeture de l'hôpital psychiatrique Maison-Blanche à Neuilly-sur-Marne, auquel sont rattachés des secteurs de psychiatrie du 18^e, est envisagée, et le projet de création de cent lits de psychiatrie à Bichat est en panne.

Tout n'est pas noir cependant. L'ouverture en septembre dernier du *pôle santé Goutte d'Or* constitue un bon exemple d'une médecine de prévention et de soins adaptée à un quartier qui en avait bien besoin.

Les problèmes de santé publique de notre arrondissement peuvent être plus aigus que dans d'autres quartiers de Paris : bonne santé rime rarement avec pauvreté, chômage, vieillissement. On relève plus de pathologies lourdes que dans le reste de Paris : toxicomanie, sida, alcoolisme, saturnisme, troubles mentaux, maladies respiratoires.

Le système de santé s'est trouvé confronté, de façon souvent dramatique, à ces nouvelles données. Les médecins ont dû agir dans l'urgence, se former, s'informer, s'organiser en "réseaux" pour y faire face et pallier assez souvent l'absence d'équipements adaptés. L'instauration de la gratuité des soins pour les plus démunis grâce à la *carte Paris-santé* a constitué une précieuse avancée. Des structures d'accueil novatrices sont apparues.

Nous traiterons ce mois-ci les équipements et les personnels soignants existant. Dans la deuxième partie de ce dossier, à paraître dans un prochain numéro, nous expliquerons leur fonctionnement, notamment face à des pathologies particulières.

Même avec deux dossiers, nous ne saurions être exhaustifs. Nous présentons une radiologie, un examen sommaire. Le diagnostic ne saurait être définitif.

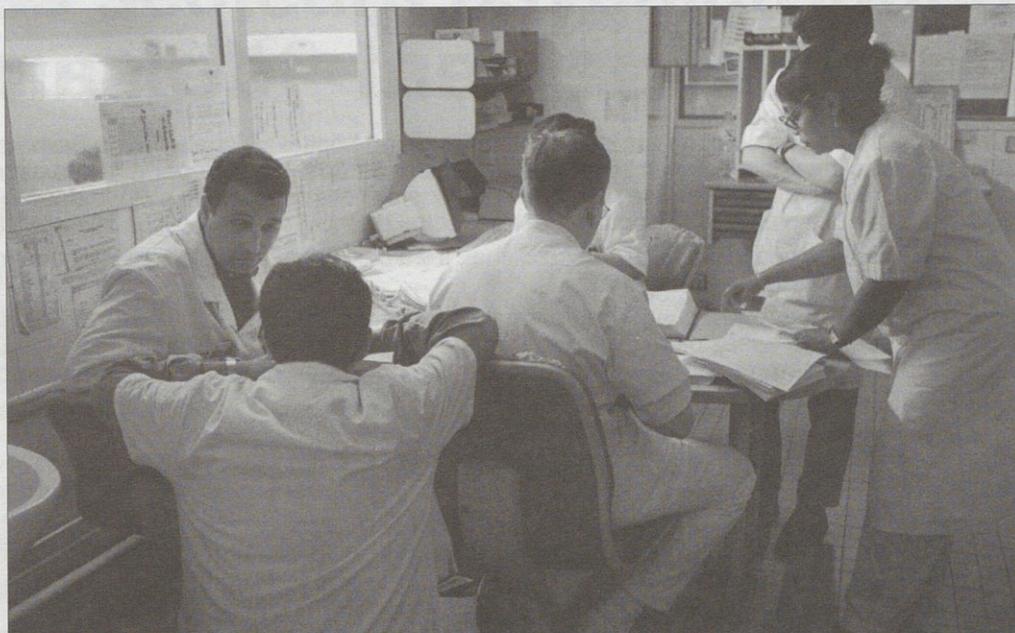
J.Y.R.

Le pôle santé de la rue Cavé

Ouvert en septembre dernier, le "pôle santé" du 16 rue Cavé, dans le quartier de la Goutte d'Or, offre des consultations pour enfants, un centre de protection maternelle et infantile (PMI), un centre de planification et d'éducation familiale, un centre d'adaptation psychopé-

dagogique, ainsi qu'un espace de prévention et d'information ouvert aux professionnels de la santé, aux associations et aux équipes de proximité du quartier.

Il dépend de la Direction de l'action sociale et de la santé de la Ville de Paris (DASES).



Dans le service des urgences de l'hôpital Bichat.

Thierry Nectoux

Moins d'un médecin généraliste par 1 000 habitants : le taux le plus faible de Paris

Il y a environ 370 médecins (170 généralistes, 200 spécialistes) dans le 18^e arrondissement, qui compte entre 190 000 et 200 000 habitants. Le plus grand nombre ont leur cabinet dans l'ouest de l'arrondissement (Clignancourt et Grandes Carrières).

Etre installé comme médecin, dentiste, infirmière ou kiné dans le 18^e suppose, en général, de se trouver confronté à une population plus défavorisée que dans d'autres quartiers de Paris, mais aussi à une importante proportion de personnes âgées souvent isolées, dépendantes (40 000 plus de 60 ans dans le 18^e, dont 10 000 plus de 80 ans !).

L'hôpital est la structure de premier recours pour de nombreux malades. En atteste la forte fréquentation des services d'urgence des hôpitaux Bichat et Lariboisière par des habitants du 18^e. Souvent ces derniers n'ont pas de médecin attitré (ce qu'on appelle un "médecin de famille"), soit parce qu'ils ont peu de ressources, soit parce qu'ils ont changé de quartier.

Le taux de généralistes est le plus faible de Paris (moins de 1 pour 1 000 habitants). De même pour les autres professionnels de santé, dentistes, kinésithérapeutes, etc...

Les pathologies les plus observées (empiriquement, car il n'existe aucune statistique fiable par arrondissement) dans le 18^e diffèrent peu du reste de Paris : cancers, maladies cardio-vasculaires ou digestives... Par contre, il y a beaucoup plus de cas de maladies infectieuses (sida par exemple), respiratoires (asthme, tuberculose) ou mentales qu'ailleurs. Conséquences évidentes de la toxicomanie, de

la précarité et de conditions de vie difficiles.

Pour faire face à ces maladies particulières, les médecins et professionnels de santé du 18^e se sont organisés en réseaux (cf l'article page 12). Par ailleurs, une *amicale des médecins du 18^e* les rassemble presque tous pour un échange régulier d'informations et une réunion de formation par mois, à l'hôpital Bichat.

Les professionnels de santé du 18^e arrondissement

Les chiffres qui suivent datent de 1996. Ils sont issus des données fournies par la Caisse primaire d'assurance maladie, recensant les professionnels de santé conventionnés (90 à 95 % d'entre eux), et de relevés sur les pages jaunes de l'annuaire téléphonique. Ils ne comprennent pas les professionnels qui travaillent dans les hôpitaux Bichat-Claude Bernard et Lariboisière.

Médecins généralistes : 170, dont un tiers pratiquent en cabinets médicaux collectifs (non compris ceux des urgences médicales SOS médecins, SAMU ou Garde médicale de Paris).

Médecins spécialistes : 200, dont : 27 psychiatres, 19 radiologues, 19 ophtalmologistes, 17

pédiatres, 14 dermatologues, 13 oto-rhino (ORL), 10 gynécologues, 9 géiatres et 9 cardiologues... mais une seule pneumologue.

Chirurgiens dentistes : 125 (7 cabinets collectifs ou centres dentaires).

Infirmiers : 80 (10 cabinets collectifs).

Masseurs kinésithérapeutes : 150 (8 cabinets collectifs).

Pharmaciens : 98 (dont 2 ouverts 24 heures sur 24).

Opticiens : 31.

Orthophonistes : 35.

Orthoptistes : 6.

Orthopédistes : 10.

Centres de santé : 6.

Sociétés de transport sanitaire (ambulances...) : 4.

Sages-femmes : 4.

Les équipements de santé

Il y a sur le territoire de notre arrondissement un grand hôpital : Bichat-Claude Bernard (1 300 lits) et quatre cliniques privées (185 lits au total). L'autre hôpital dont dépend le 18^e est celui de Lariboisière (824 lits). L'ensemble des médecins hospitaliers pour le 18^e s'élève donc à environ 650, soit deux fois plus que le nombre des médecins de ville.

Un seul scanner médical dans le 18^e : à Bichat. Il y a par contre six centres d'imagerie médicale et une dizaine de laboratoires d'analyses.

Les équipements de proximité (cf les articles sur le pôle santé Goutte d'Or et les secteurs psychiatriques) sont assez bien répartis par quartiers. Il faut noter l'insuffisance d'équipements pour les personnes âgées et les efforts accomplis pour tenir compte de la croissance de la toxicomanie.

Les adresses essentielles

■ Hôpitaux de secteur généralistes :

- Centre hospitalier **Bichat-Claude Bernard**, 46 rue Henry Huchard, 18^e. Tél. 01 40 25 80 80. 25 % des patients viennent du 18^e pour 65 000 admissions par an.
- Hôpital **Lariboisière**, 2 rue Ambroise Paré, 10^e. Tél. 01 49 95 65 65. 20 % des patients viennent du 18^e pour 32 000 admissions.

■ Un hôpital spécialisé pour enfants :

- Hôpital **Robert Debré**, boulevard Sérurier. Tél. 01 40 03 20 00. 8 % des malades viennent du 18^e pour 35 000 admissions.

■ Cliniques privées :

- Clinique **Duhesme**, 17 rue Duhesme, (45 lits, surtout de chirurgie générale). 01 44 92 19 19.
- Clinique **ABM**, 197 rue Marcadet (60 lits, chirurgie générale). 01 44 92 40 00.
- Clinique **Junot**, 44 avenue Juno, (40 lits, chirurgie). 01 44 92 72 72.
- Clinique **Ordener**, 32 rue Ordener (40 lits, chirurgie générale, accouchements). 01 42 23 20 00.

- **Un hôpital de jour** : Marguerite Fontanelle, pédopsychiatrie, 150 avenue de Saint-Ouen, 01 46 27 80 31.

■ Centres et consultations de PMI (protection maternelle et infantile) gérés par la Ville de Paris :

- Pôle santé Goutte d'Or, 16 rue Cavé.
- 22 rue Marcadet.
- 20 rue Boinod.
- 5 rue Carpeaux.

- 2 rue Duc.
- 49 rue Marx Dormoy.
- 13 rue Charles Hermite.
- 24 rue Raymond Queneau.
- 50 rue Stephenson.

■ Centres de vaccination :

- 4 rue Duc et 22 rue Marcadet (Ville de Paris).
- 146 avenue de Saint-Ouen (Croix-Rouge).

■ Dispensaires :

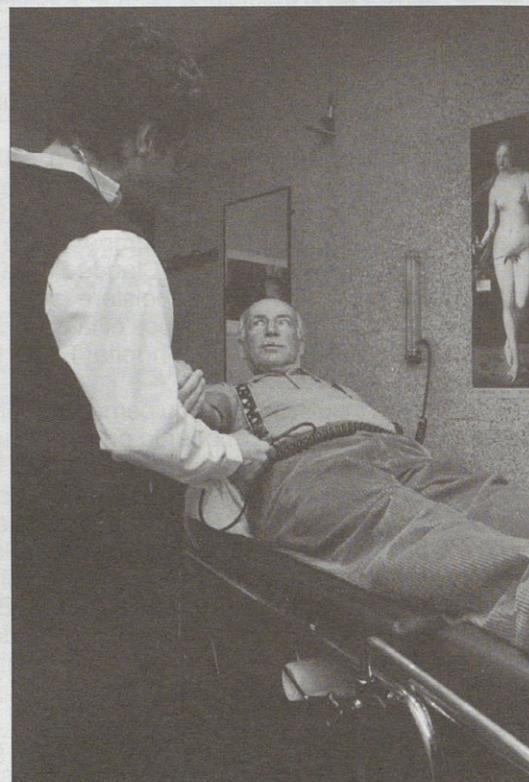
- Privés** : • Dispensaire St Luc, 6 rue Championnet.
- Centre de soin Espoir et Santé, 108 rue Marcadet.
- Centre de soin St Joseph, 9 rue Georgette Agutte.
- Centre de soins Médecins sans frontières, 54 rue Leibniz (axé sur l'accueil des toxicomanes).
- Foyer de postcure La Chapelle, 28 rue de la Chapelle.
- Centre de rééducation fonctionnelle pour enfants LADAPT, 102 rue des Poissonniers.

- Publics** : • Dispensaire de la Caisse d'allocations familiales, 103 rue Philippe de Girard.
- Dispensaire d'hygiène sociale, 4 rue Duc.

Sida : dépistage anonyme et gratuit

Un CDAG (centre de dépistage anonyme et gratuit) du VIH, le virus du sida, est ouvert pour tout public et sans rendez-vous au centre hospitalier Bichat-Claude Bernard, 46 rue Henri Huchard (polyclinique, 2^e étage).
Tél. 01 40 25 84 34.

Horaires : lundi 10 h 30 à 13 h 30 et 16 h 30 à 19 h 30. Mardi et mercredi 16 h 30 à 19 h 30. Jeudi et vendredi 10 h 30 à 13 h 30.



Christian Adnin

Un médecin de quartier

Le docteur L.¹ est installé dans une des rues proches de la mairie du 18^e. En association avec le docteur D. et deux médecins remplaçants, il a choisi le 18^e arrondissement depuis 1991. Nous l'avons rencontré pour connaître la pratique d'un médecin de quartier.

Q : - Pourquoi le 18^e ?

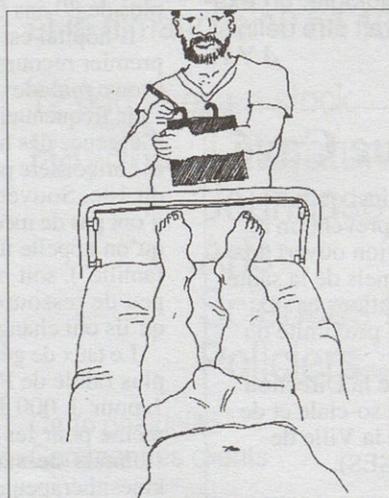
Docteur L. : - Je travaillais auparavant pour Médecins sans frontières. A 40 ans, j'ai décidé de m'installer. Même si c'est le hasard qui m'a amené à m'associer avec un autre médecin du 18^e, je n'aurais jamais envisagé de m'installer dans certains autres quartiers de Paris. J'aime ici la diversité de la population, socialement et ethniquement.

Q : - Quelle est votre clientèle ?

Dr L. : - Entre un quart et un tiers de personnes

CAHIER D'UN SÉJOUR À LARIBOISIÈRE

Au cours d'un bref séjour à l'hôpital Lariboisière, l'an dernier, Paul Dehédin, dessinateur, a réalisé un cahier de croquis dont il nous a confié quelques feuilles pour ce dossier. Ceux qui connaissent l'ambiance d'un hôpital s'y retrouveront certainement...



âgées, et un cinquième d'enfants. Je vois plusieurs centaines de patients par an, à raison d'une vingtaine par jour. Un quart d'entre eux ont la carte Paris-santé.

Avec mon collègue, nous ne sommes pas encore informatisés. Pas de secrétariat non plus. Le cabinet fonctionne le samedi. Souvent nous travaillons jusqu'à 20 h ou 21 h. Nous faisons pas mal de visites à domicile, notamment pour les personnes âgées (un acte sur cinq). Entre un quart et un tiers de personnes

Q : - Quelles pathologies soignez-vous le plus ?

Dr L : - Outre celles liées à l'âge, cela recoupe assez les statistiques générales : épidémies courantes (grippes, gastro-entérites...), maladies cardio-vasculaires et articulaires, maladies digestives. Nous constatons davantage de bronchiolites chez les enfants et de difficultés respiratoires lors des pics de pollution. De même, toutes les pathologies liées aux difficultés sociales sont en progression (dépressions notamment). De nombreux foyers ont des difficultés financières. Le quartier change.

Q : - Quels sont vos rapports avec le système hospitalier ?

Dr L : - J'envoie mes clients pour partie à Lariboisière ou à Bichat. Cela dépend des maladies à traiter et des disponibilités des services. Notamment pour les maternités. Je vais aussi y suivre des formations avec le SFTG Paris-nord (Société de formation thérapeutique du généraliste Paris-nord).

Il est vrai que dans le 18e le problème des personnes âgées est important : manque de lits de gériatrie, difficultés de maintien à domicile pour des personnes âgées très dépendantes, souvent isolées. De plus, les maisons de retraite sont rares, chères ou très éloignées du 18e.

Q : - Quelle répartition des tâches avec votre confrère ?

Dr L : - Il s'occupe davantage des enfants que moi, mais nous partageons souvent les dossiers. Nous sommes complémentaires en cas d'absence de l'un (qui donne des cours en fac) ou de l'autre (qui effectue de courtes missions pour Médecins sans frontières).

1. Le Conseil de l'Ordre interdit toute publication du nom d'un médecin, sauf pour des articles de pratiques médicales. Précisons que ce n'est pas le médecin interviewé qui figure sur la photo.

Les secteurs psychiatriques dans le 18e arrondissement

La prise en charge publique des soins psychiatriques est organisée en France selon le principe de la *sectorisation* depuis une loi de 1985. Notre arrondissement est découpé en plusieurs *secteurs* géographiques pour la psychiatrie des adultes, et un secteur infanto-juvénile.

Chaque secteur compte un *centre médico-psychologique* (CMP), pour la consultation et le suivi médical de jour, et, en fonction des besoins particuliers de chaque zone de population, d'autres équipements tels qu'un CATTP (centre d'accueil thérapeutique à temps partiel), un hôpital de jour, un foyer de post-cure.

Si une hospitalisation de long séjour est nécessaire, elle se fait à l'hôpital auquel le secteur est rattaché (voir l'encadré page 12).

Au plus près de leur entourage

L'organisation en *secteurs* a pour but proclamé de permettre aux patients d'être soignés au plus près de leur domicile et de leur entourage familial, dans les meilleures conditions. Mais le fonctionnement du système révèle une tout autre réalité.

Ainsi, jusqu'à présent, l'hôpital de rattachement pour les secteurs psychiatriques du 18e arrondissement était soit le centre hospitalier Maison-Blanche, situé à Neuilly-sur-Marne, soit l'hôpital Perray-Vaucluse, à Epinay-sur-Orge. Comme proximité, on peut trouver mieux...

Pour permettre une véritable hospitalisation sur place de tous les malades, un projet de cent lits en psychiatrie à l'hôpital Bichat est en discussion depuis plusieurs mois à l'*Assistance publique - Hôpitaux de Paris* (AP-HP). Ce projet a reçu l'appui du ministre de la Santé qui en a informé la municipalité d'arrondissement. On ne sait toujours pas s'il se réalisera (voir notre n° de février 97).

Réductions budgétaires

Jusqu'à présent, il y avait quatre secteurs de psychiatrie pour adultes dans le 18e. Mais la sectorisation est réorganisée tous les cinq ans par le *schéma régional d'organisation sanitaire et sociale*, et cette année, la suppression d'un des secteurs adultes a été décidée.

Ce n'est pas un simple changement administratif. Le Dr Cottureau, responsable du centre médico-psychologique de la rue Ordener, estime qu'*«on assiste, à l'occasion des réorganisations, à des*

réductions budgétaires énormes dans notre arrondissement, alors que la population du 18e est celle qui souffre du poids le plus lourd sur ce type de pathologie...» Elle craint que cette réorganisation n'entraîne des difficultés accrues pour les équipes médicales, suite à une réduction des personnels. Sur son secteur, un poste de médecin et probablement un ou deux postes d'infirmiers pourraient être supprimés.

Le Dr Artarit, responsable du centre médico-psychologique de la rue Jean Dollfuss, sent aussi des menaces. *«Notre priorité, dit-il, est de maintenir le centre Dollfuss en état de remplir sa mission, et ça risque de ne plus être possible si on enlève du personnel.»* Or il craint que les nouveaux objectifs "médico-sociaux" assignés à l'hôpital de Perray-Vaucluse (hôpital de rattachement) entraînent une ponction de personnels et de moyens dans son secteur pour les affecter à Perray-Vaucluse.

Veut-on qu'il reste à Paris une sorte de psychiatrie "chic", tandis que l'on transférerait au loin les cas sans solution immédiate, les polyhandicapés, les grands autistes, etc., en bref les exclus ?

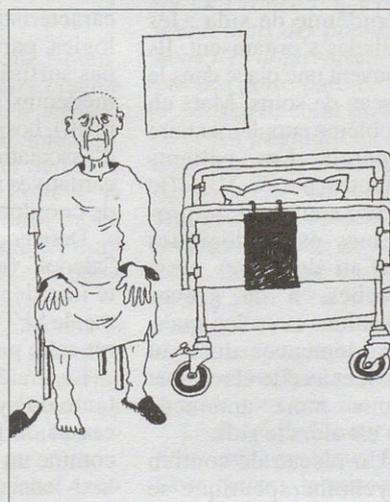
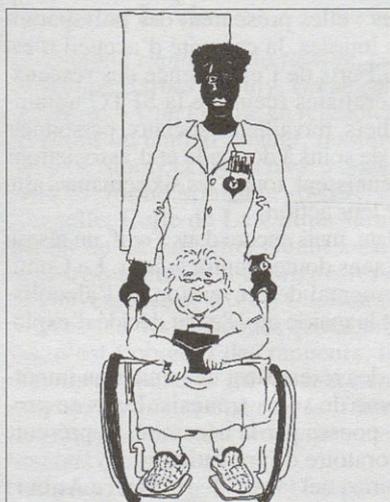
Le Centre médico-psychologique

La tête de pont de chaque secteur est le *centre médico-psychologique*. Lieu de consultation et d'accueil, le CMP reçoit les patients qui lui sont adressés par les médecins généralistes, par les services d'urgence hospitalière ou par la police. Mais les médecins du CMP n'interviennent pas en dehors du centre ni dans les situations d'urgence à domicile, sauf s'il s'agit d'un patient déjà suivi par eux. D'ailleurs il n'existe pas à Paris de dispositif spécifique d'intervention en ce domaine et ce sont souvent les généralistes, mal adaptés à ce type de demande, qui sont sollicités.

Lorsqu'un patient arrive pour la première fois au CMP, on le reçoit à l'accueil et on le fait passer entre deux rendez-vous, ou bien, si son état l'exige, on le reçoit en urgence.

Les soins sont gratuits pour le patient, qui est suivi par un médecin, un infirmier et un ergothérapeute.

Au CMP de la rue Ordener, le travail s'effectue dans des conditions difficiles qui tiennent aux caractéristiques mêmes de la population traitée qui cumule de nombreuses autres carences en termes de soins généraux et de conditions de vie. Le personnel



Suite de la page 11

accueille des gens de plus en plus démunis, dont beaucoup de SDF, et à la prise en charge spécifique des maladies mentales s'ajoute le traitement social des situations individuelles : trouver des hébergements, aiguiller le malade sur les allocations auxquelles il a droit.

Problèmes de langue

Une grande majorité des patients parlent difficilement le français. Il faut alors faire appel à des interprètes. Le Centre travaille en liaison avec un groupe d'ethno-psychiatres de la rue Marcadet.

Les pathologies somatiques (maladies du corps et non du psychique), particulièrement lourdes ici, ne sont pas prises en charge par le CMP, qui adresse alors les patients à un médecin généraliste, ou les conduit à l'hôpital Bichat.

Depuis un an et demi, les médecins responsables des secteurs constatent une augmentation de la violence chez les patients et dans les locaux pendant la "décompensation" des malades. Cela est dû en partie à l'attente (qui résulte de l'insuffisance des effectifs) engendrant souvent énervement et comportement agressif chez des patients fragiles et désinsérés.

A. F.

Les secteurs de psychiatrie dans le 18e

Pour adultes :

● Secteur 19 (nord-ouest de l'arrondissement).

Centre médico-psychologique au 8 rue Jean Dollfus, 01 42 28 83 63. Responsable : Dr Artarit. Hôpital de rattachement : hôpital Perray-Vaucluse à Epinay-sur-Orge.

● Secteur 20, résultant de la fusion des anciens secteurs 31 et 32 (sud-ouest et centre de l'arrondissement). Deux CMP pour le moment : 258 rue Marcadet (01 46 27 20 32) et 40 rue Ordener (01 42 59 83 40). Responsable : Dr Cottreau. Hôpital de rattachement : Maison Blanche à Neuilly-sur-Marne.

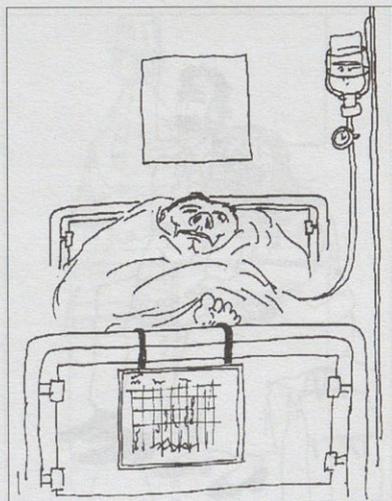
● Secteur 21 (est de l'arrondissement). CMP au 28 rue de la Chapelle, 01 42 09 07 50. Responsable : Dr Salvaresi. Hôpital de rattachement : Maison Blanche à Neuilly-sur-Marne.

Pour enfants et adolescents :

● Secteur infanto-juvénile. CMP aux dispensaires du 64 rue René Binet (01 42 55 03 09), et du 118 bd Ney (01 42 59 02 02). Responsable : Pr Velin.

Autres structures non sectorisées :

● CMP au 30 rue Boucry (01 42 02 45 34). CMP de la Société Philanthropique, 9 rue Georgette Agutte (01 46 27 91 27).



Face aux défis de la santé publique : la logique des réseaux

Confronté à des problèmes de santé aigus, sida, toxicomanie, pathologies des personnes âgées, le 18e répond par une prise en charge collective par des acteurs *a priori* cloisonnés.

Le premier cas de sida dans le 18e

La dramatique épidémie a été le déclencheur d'un bouleversement de l'organisation des soins. En 1983, le premier cas de sida français est décrit à l'hôpital Claude Bernard (groupe hospitalier Bichat-Claude Bernard). Très vite on s'aperçoit que le système hospitalier seul ne peut répondre aux besoins. La maladie nécessite un suivi médical étroit et des soins complexes, en partie à l'hôpital, en partie chez le médecin, voire à domicile.

L'analyse qui prévaut à la fin des années 80 est que les moyens existent, il faut les coordonner. Aucune structure sanitaire n'est à créer, les structures existantes doivent s'associer en réseaux.

Le premier réseau dans le 18e

Des médecins libéraux et hospitaliers, appuyés par le ministère de la Santé, parient sur l'échange, la communication et la formation. Ils mettent sur pied le réseau ViH-Paris-nord (Ville-Hôpital Paris-nord). Le noyau ? Une trentaine de médecins qui, loin des laboratoires pharmaceutiques, assurent eux-mêmes leur formation dans le cadre de la *Société*

ViH-Paris-nord : 01 42 72 65 43

Au bout du fil vous trouverez une secrétaire (Joanna Aubert), une coordinatrice (Nadine Idalgo), un médecin coordinateur (Catherine Lepetit). Ils sont susceptibles de répondre à toute question concernant le VIH, l'accueil d'un patient séropositif, les solutions concrètes aux problèmes de tous les jours : hospitalisation, suivi médical, droits sociaux, aide à la vie quotidienne... Le réseau a pour vocation de répondre à tout.

de formation thérapeutique du généraliste (SFTG). Le réseau ViH-Paris-nord devient vite un lieu interactif où les barrières entre médecins libéraux et hospitaliers tombent.

Réunir des médecins, c'est bien. Ça ne suffit pas. Il faudra des infirmières, des aides-soignants, des bénévoles et... des patients.

Caractéristique de l'épidémie de sida : les malades s'organisent. Ils trouvent une place dans le réseau de soins. Mais un problème supplémentaire apparaît. Les patients infectés par le VIH (le virus) souffrent de problèmes psychologiques dus au deuil des amis proches, à de graves affections neurologiques, aux démences dues au VIH, et à cette chronique d'une mort annoncée qu'est alors le sida.

Un réseau de soutien psychothérapeutique se

met en place : ESPAS (*Espace psychologique d'aide aux personnes touchées par le virus du sida*). Porté par l'institution psychiatrique publique, et notamment par les CMP (centres médico-psychologiques), ESPAS est un pas de plus dans la logique des réseaux. Il sera suivi par d'autres.

La toxico-dépendance, ou la désinsertion

Si les homosexuels ont été les premières victimes du sida, les toxicomanes les ont bientôt rejoints. A la différence des premiers, ceux-ci sont majoritairement désinsérés et éloignés du système de soins,

Copast : 01 48 04 05 45

Vous êtes usager de drogues, vous avez besoin de soins, ou vous connaissez un usager de drogues. Copast vous répond, un médecin coordinateur vous reçoit, fait avec vous le bilan de vos besoins et vous donne les moyens d'y répondre : un assistant de service social, un médecin généraliste proche de chez vous, un pharmacien, un centre de soins pour toxicomanes, un service hospitalier... Le médecin coordinateur de la Copast va littéralement faire naître le réseau autour de vous, pour vous aider à sortir de la galère.

notamment de l'hôpital. Lorsqu'ils y arrivent, c'est aux urgences, à Bichat, presque mourants. Il apparaît qu'un suivi médical est impossible sans suivi social.

En 1994 naît la Copast (*Coordination parisienne des soins aux toxicodépendants*), dans le 18e. Ce réseau réunit médecins, travailleurs sociaux, puis pharmaciens. L'accès aux soins ainsi qu'aux droits sociaux sont facilités.

Par ailleurs, à Bichat, des équipes spécialisées prennent en charge la spécificité des toxicomanes à l'intérieur du service dans lequel ils sont hospitalisés. Ces équipes volantes sont les Ecimud (*Equipes de coordination et d'intervention médicale auprès des usagers de drogues*).

Ainsi, progressivement, la dynamique des réseaux fait ses preuves.

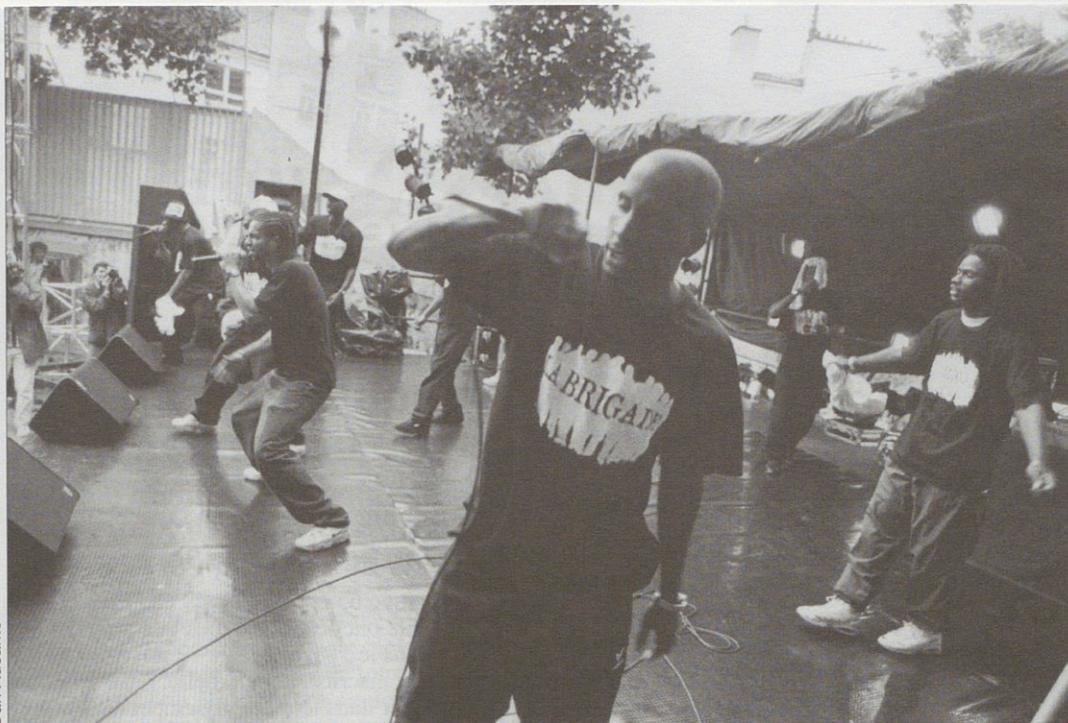
Des réseaux en gestation

Le 18e connaît quatre problèmes aigus de santé : sida, toxicomanie, psychiatrie et prise en charge des personnes âgées. Ces dernières présentent deux caractéristiques : elles présentent des poly-pathologies, parfois lourdes, la capacité d'accueil n'est pas suffisante. Forts de l'expérience des réseaux, médecins généralistes (ceux de la SFTG notamment), hospitaliers, travailleurs sociaux, personnels d'associations de soins à domicile et d'associations caritatives se réunissent toutes les six semaines afin de coordonner leur action.

Dernier en date, mais encore dans l'œuf, un réseau "alcool" verra sans doute bientôt le jour. Le Comité interdépartemental de prévention de l'alcoolisme, la SFTG et la mairie du 18e ont décidé d'explorer cette piste.

La stratégie des réseaux est une mutation importante du système de soins français. Dans ce processus, le 18e, poussé par la nécessité, se présente comme un laboratoire d'innovation.

Jean-Pierre Aubert



La Brigade à la fête de la Goutte d'Or, juillet 97. Le groupe, qui compte 12 membres dont 3 habitant le 18e, existe depuis trois ans. (A noter : dans à peu près toutes les fêtes de quartier du 18e, que ce soit à la Goutte d'Or, à la Chapelle ou à Amiraux-Simplon, le rap est présent.)



Doc Gyneco, au café Le Celtic, rue de la Chapelle, son lieu de rendez-vous favori : «Les mots dans ma bouche ne sont pas comme dans celle de Le Pen.»

Rappeurs du 18e : la provoc' du quotidien

Le 18e compte dans ses murs de nombreux rappeurs. Artistes ou voyous ? Nous leur avons donné la parole pour expliciter un genre musical très critiqué.

«**L**e rap est considéré comme une musique de délinquants.» Doréa, chanteuse, 25 ans, donne des cours de rap à quelques enfants, rue des Abbesses, et explique ainsi les préjugés des parents. Peu nombreux en effet sont ceux qui lui confient leur progéniture. Il faut dire que les thèmes abordés, le vocabulaire employé n'ont rien d'innocent : histoires de gangsters, paroles de drogue, mots de prisons, mais aussi chroniques de drague, de chômage, d'amitié...

Stomy Buggy (24 ans) et Doc Gyneco (22 ans) font partie du groupe Ministère AMER, connu pour l'agressivité de ses textes. Le premier est en jugement (avec Passi, un autre membre du groupe) pour des propos tenus sur la police lors de la sortie de leur album *95200* (1995). Le second a fait l'objet des remontrances de la Licra (Ligue contre le racisme et l'antisémitisme), car il évoquait dans un morceau de son album solo les "yuppies" de son quartier. Le titre *Nirvana* a, lui, été boycotté par M6, parce qu'il "incitait au suicide". Gyneco explique : «*Il faut faire la différence entre ce que je chante et ce que je dis.*» Et Stomy ajoute : «*On a voulu signifier combien la police était corrompue. Personne n'a pris nos paroles en exemple pour tuer des flics.*»

Raconter la vie

«*Chaque rappeur a sa famille, explique Brams, du groupe Barbès Family. On se considère comme des frères.*» Une famille en relation avec le territoire, serait-on tenté d'ajouter, resserrée et solidaire. Celle de Stomy et Gyneco est à cheval sur Sarcelles (où s'est formé Ministère AMER) et la Porte de la Chapelle. Celle de La Cliqua serait plutôt basée autour de La Fourche. Quant à La Brigade, dont seuls trois membres sont originaires du 18e, le point de convergence se situe à Château-Rouge.

Dénoncer les difficultés quotidiennes, raconter la vie, c'est l'objectif des rappeurs. Doréa résume : «*Le rap permet de s'exprimer sur sa vie, d'extérioriser un certain ressenti de la situation. Et puis ça représente aussi une reconnaissance sociale en restant tels qu'on est.*»

David (alias Le Chimiste) fait partie du label Arse-

nal. Cette structure est née au début des années 90 à La Fourche et elle a enregistré les titres de Daddy Lord C, La Cliqua et Rocca. Il explique : «*C'est une musique de quartier, qui vient de la rue. C'est aussi une musique revendicatrice, rebelle, comme le rock a ses débuts. Son cheminement est comparable au jazz, né dans la communauté afro-américaine.*»

La violence du rap américain

L'origine du rap se situe en effet aux Etats-Unis. Au début des années 70, dans le ghetto noir de New York, les Last Poets commencent à scander leur condition sur ce phrasé répété et parfois lancinant. En France, le mouvement hip-hop a naturellement pris racine (dans les années 80) dans les quartiers d'immigration et les cités de banlieue, avec le tag, la breakdance, puis le rap.

Cette antériorité américaine est aussi en partie responsable des préjugés à l'encontre du rap. Là-bas, les rappeurs sont plus agressifs, et l'épisode "guerre du rap" (assassinats de Notorious Big et de Tupac Shakur) a choqué. Si Stomy reconnaît l'influence du grand frère US, il précise : «*On s'est vite aperçus que la situation ici n'était pas comparable avec celle des Etats-Unis. La différence, c'est qu'en France il n'y a pas une seule communauté noire, mais des populations d'origines et de traditions très différentes.*» Les rappeurs français ne sont pas des porte-parole.

Moyen de sortir du lot pour les uns, façon de valoriser les populations d'origine immigrée pour les autres, rapper c'est aussi montrer ce dont ces fils d'immigrés sont capables dans une société par laquelle ils se sentent rejetés. «*Les cultures étrangères sont nées dans la société française, estime Loïc, du groupe La Brigade. Jamais on ne voit un noir à 20 h 30 à la télé. Pour s'intégrer on nous demande de repousser nos mœurs culturelles.*» Stomy Buggy explique aussi : «*La musique nous ouvre des portes. Après tu peux être manager, organisateur de concerts, monter une marque de fringues.*»

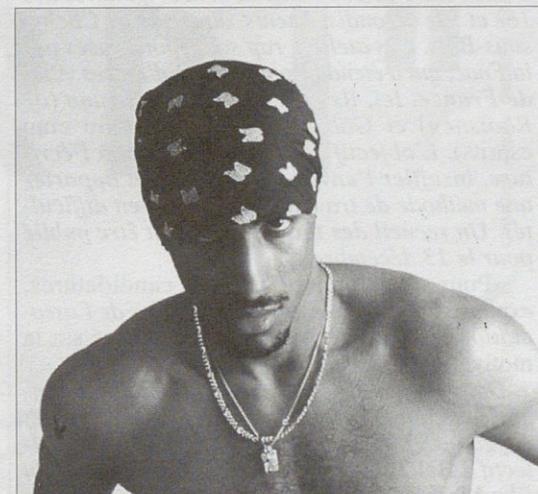
L'album de Stomy est intitulé *Le calibre qu'il te faut* : ses morceaux évoquent les tueurs à gages, Cosa Nostra, la prison... Il explique : «*Mon intérêt*

pour la mafia, ça vient du ciné : Scorsese, Coppola, Le Parrain, tout ça. Ils arrivent à tout grâce au soutien de leur famille et à la solidarité avec les amis. Ils partent de rien comme nous. C'est une vision idéaliste. La notion de protection me plaît aussi. Et puis il y a ce côté élégant et classe.»

Loïc justifie le choix du nom de son groupe : «*La Brigade, cela signifie que nous sommes une entité structurée, avec différentes particules qui avancent toutes dans le même sens et où chacun a sa fonction. On veut prendre notre destin en main et sortir de l'assistanat. Il y a aussi une notion de combat dans ce terme, comme dans la vie. L'union fait la force.*»

A tel point qu'aujourd'hui de nombreux rappeurs montent leur propres maisons de production : *Show Lapin* pour Stomy Buggy, *Assassin Production* pour le groupe Assassin, *Le Marché Noir* pour La Brigade... Selon Loïc : «*Les majors ne sont pas enclins à nous produire : le rap français ne rapporte de l'argent que depuis peu. Et puis on ne veut pas se faire utiliser. Alors autant maîtriser notre truc un maximum.*»

Si le vocabulaire des rappeurs choque, mélange de verlan et d'argot qui prend parfois des allures injurieuses, c'est qu'il n'est pas à prendre au pre-



Stomy Buggy, le Cap-Verdien de la Chapelle. Extraits d'une de ses chansons : «*Vers le métro à Marx Do / J'aperçois une rate / Qu'était dans ma classe / Elle était bombe à max (...) / Il est l'heure d'aller chercher Bilal à la maternelle...*» (Bilal, c'est le fils de Stomy Buggy.)

mier degré. Les filles sont des tasspé (pétasses), les garçons des lascars... D'après Stomy : «*Tout le mal qu'on dit sur toi, il faut le transformer en bien. Si on s'appelle négro entre nous, maintenant c'est par*



Noël Monier

Le groupe Barbès Family photographié à la Goutte d'Or (au fond, St Bernard).

Bien qu'ils aient participé en 95 aux Francofolies à La Rochelle, ils n'ont pas encore enregistré d'album.

fierté.» Ainsi le groupe qu'il soutient par l'intermédiaire de *Show Lapin* s'appelle Les Rongeurs : «Notre nom a été choisi par rapport aux racistes. Ils disent que les noirs se reproduisent comme des lapins, alors on s'est appelés Les Rongeurs», raconte Cyril, membre de la formation.

Car le rap c'est aussi un engagement politique. Tous ne s'impliquent pas au même niveau. Stomy ne veut pas prendre parti. Il résume : «La gauche te fait croire qu'ici c'est chez toi, et la droite te remet à ta place.»

Il a pourtant participé au CD «11' 30 contre les lois racistes» sorti à l'occasion des manifestations contre les lois Debré. Un titre écrit par une vingtai-

ne de rappers (dont Assassin et Fabe) et réalisé en 48 heures. Assassin, un groupe basé boulevard Rochechouart, va plus loin. Madj, un des membres, donne sa définition du rap : «une technique d'origine afro-américaine en lien avec la situation politique et sociale». Les textes du groupe prennent position sur les thèmes de l'éducation, de la liberté d'expression, de la corruption, de la lutte contre la drogue... et ses membres soutiennent activement le MIB¹ (Mouvement de l'immigration et des banlieues). En organisant des concerts, par exemple (*Justice en banlieue*, mars 97 à la Cigale).

Mélange de sérieux et de second degré, avec un Gynéco qui se veut «classé dans la variété», le rap français en est encore à ses débuts. Il incarne pourtant le moyen d'expression privilégié d'une génération désorientée, issue de l'immigration. Turbulent et jeune, brillant et provocateur, parfois agressif et parfois tendre, mais toujours indépendant.

Sandra Mignot

1. Le MIB est une association qui revendique «l'émancipation de tous les exploités de ce pays. Qu'ils soient français ou immigrés». L'intégralité des droits d'auteurs du disque 11' 30 contre les lois racistes lui ont été reversés.

Apprendre le rap : deux pédagogies

Le rap séduit aussi les plus jeunes. Accessible à tous selon Doréa, chanteuse, et bon moyen de responsabilisation selon Bruno, du groupe Roots-neg (présent sur le CD 11' 30 contre les lois racistes). Tous deux apprennent à leurs cadets comment rapper.

Tous les mercredis, l'association Droit de Cité, installée rue Stephenson, réunit une dizaine d'ados entre 13 et 18 ans. Ils sont originaires des 18e et 19e arrondissements, ainsi que de Clichy-sous-Bois. Ces ateliers rap sont sponsorisés par la Fnac, qui a étendu l'opération à d'autres villes de France. Ici, ils sont animés par Bruno (de Roots-neg) et Gaby (collectif Un bario cinq esprits). L'objectif ? Redonner le goût à l'écriture, insuffler l'envie d'apprendre et apporter une méthode de travail à des jeunes en difficultés. Un recueil des textes écrits doit être publié pour le 13 décembre.

«Pour sélectionner parmi les candidatures, explique Sofiane, une des responsables de l'association, on leur a fait passer un test basé sur la motivation. On a retenu les moins aidés»

Dans une autre optique, Doréa a choisi de donner des cours particuliers. Chanteuse (reggae, ragga, jazz), elle est présente sur l'album du collectif 2 Bal 2 Neg, et dans la bande originale du film Ma 6 T va cracker. Ses trois jeunes élèves font des prouesses, puis que l'un d'eux, Jonathan, a déjà enregistré un CD de promotion et est en passe de devenir professionnel.

Si les objectifs sont différents, ces deux initiatives suivent un même schéma d'apprentissage : faire écrire les textes, en discutant avec les jeunes des thèmes retenus ; travailler la notion de rythme et la diction ; puis répéter encore et encore. Avec peut-être la perspective de voir un jour les

La mairie de Paris ne veut pas rétablir la statue du Chevalier de la Barre

Les partisans du rétablissement de la statue du Chevalier de la Barre devant le Sacré-Cœur se sont rassemblés une nouvelle fois, samedi 15 novembre, dans le square Nadar où subsiste le socle de la statue qui se trouvait là autrefois.

La mairie de Paris a officiellement fait connaître son refus de rétablir une statue. Dans une lettre au maire du 18e arrondissement, le premier adjoint au maire de Paris, Jacques Dominati, indique que selon lui le socle et l'inscription qui y figure sont «une forme satisfaisante» d'hommage au jeune libre penseur qui fut condamné à mort et exécuté en 1765 pour avoir refusé de se découvrir devant une procession. M. Dominati propose toutefois que soit installée, près du socle, une «borne documentaire portant une reproduction de la statue détruite et un rappel des faits».

Cette lettre répondait à un vœu voté en mars dernier par le conseil d'arrondissement du 18e en faveur de l'érection d'une statue sur le socle (une partie des élus de droite, notamment l'ancien maire Roger Chinaud, s'étant à cette occasion associés à ceux de gauche).

18e INFOS

Double succès pour les squatteurs de la rue de la Chapelle

Ils obtiennent un délai de 6 mois et l'inscription de leurs enfants dans les écoles du 18e.

Les quelque 65 enfants des 49 et 77 rue de la Chapelle ont désormais tous une affectation scolaire dans le 18e, depuis le 12 novembre. Même ceux inscrits en maternelle. Quatre ont préféré rester dans leur établissement du 10e arrondissement, celui-ci leur étant plus facilement accessible (bus direct) que l'école Binet, Porte de Montmartre.

Ces enfants sont ceux des 37 familles qui ont occupé en août deux immeubles vides appartenant à la SNCF. Jusqu'à présent, la mairie du 18e s'était opposée à ce qu'ils soient tous scolarisés dans l'arrondissement, arguant du manque de place dans les établissements. Daniel Vaillant avait également mentionné sa volonté de ne pas pérenniser ces squatts.

Lors du conseil d'arrondissement le 3 novembre, le maire a indiqué qu'il avait demandé une expertise juridique pour connaître l'obligation de la mairie en la matière. Les experts juridiques (qui semblent avoir été ceux du PS) ont indiqué que la mairie était tenue d'inscrire les enfants. Daniel Vaillant a plié devant cet avis venant de son parti. Mais il a demandé rendez-vous à Claude Goasguen, adjoint au maire de Paris chargé des affaires scolaires, pour rappeler son souhait d'un plan d'urgence relatif au manque de places dans les écoles du 18e.

D'autre part, dans l'instance judiciaire engagée à la suite de la plainte de la SNCF, propriétaire des deux immeubles, le tribunal a accordé aux familles installées au 77 rue de la Chapelle un délai de six mois. La demande du versement d'indemnités d'occupation a été rejetée. Le jugement concernant l'immeuble du 49 est attendu pour le 2 décembre.

Métro Barbès : les travaux reprendraient

Les protestations des usagers du métro à propos de l'état d'abandon de la station Barbès-Rochechouart ont eu un premier résultat. Le jour même où notre dernier numéro, avec la photo du «dépotier» du métro Barbès, sortait de l'imprimerie, la RATP faisait nettoyer le chantier abandonné et laissé ouvert depuis plus d'un mois, et poser une clôture. Il était temps.

On indiquait par ailleurs, du côté de la direction de la RATP, que, des crédits ayant été débloqués, les travaux d'aménagement de la station reprendraient à mi-novembre. Prenons-en acte. Au 25 novembre toutefois, rien n'avait bougé.

Régionales : c'est parti

Edouard Balladur, qui devrait conduire la liste ERPR-UDF à Paris pour les élections régionales l'an prochain, a lancé publiquement sa campagne mardi 25 novembre par une visite à Montmartre et à la Goutte d'Or avec Patrick Stéfani (RPR) et Roger Chinaud (UDF). La présence de ces deux hommes ensemble indiquait la volonté de réconciliation entre ceux qui, lors de l'élection présidentielle, avaient soutenu Chirac pour les uns, Balladur pour les autres.

Le Cirque de l'Amour : de la commedia dell'arte au soutien scolaire

Dans le quartier Simplon, 14 passage Kracher, une enseigne peinte sur le mur de l'immeuble, «Cirque de l'Amour. Théâtre, peinture, musique», et au delà de la porte vitrée deux pièces en enfilade (une ancienne boutique ?) meublées de tables et chaises, les parois entièrement tapissées de masques aux couleurs vives, masques de comédie, masques de carnaval, masques traditionnels de tous pays, simples ou élaborés, en papier mâché ou en pâte à bois, des masques, des masques... Toutes les après-midi à 16 h 30, pénètrent dans les lieux des minois d'enfants, cartables sur le dos, juste sortis de l'école pour venir là faire leurs devoirs et se faire expliquer leurs leçons.

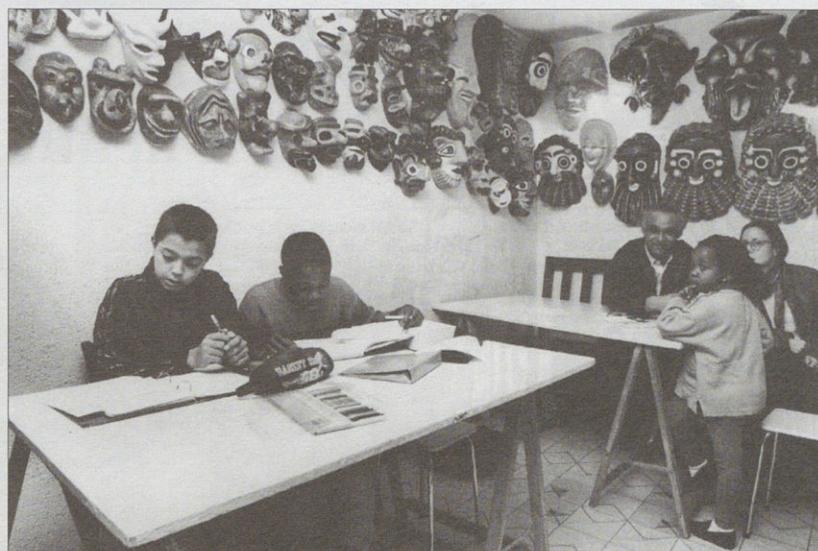
Étrange ! Pourquoi ces masques dans un local de soutien scolaire ? Que se passe-t-il dans ce cirque qui n'en est pas un ?

A l'origine : une compagnie d'acteurs

Le Cirque de l'Amour est à la fois le nom d'une compagnie de théâtre et d'une association qui la gère, fondée en 1981 (local rue Kracher depuis 1986). «Au départ, nous donnions des spectacles type commedia dell'arte dans

des théâtres, ou nous jouions à la demande pour des fêtes de quartier, dans des écoles, des mairies, des centres culturels... Nous le faisons toujours d'ailleurs. Puis nous avons créé des ateliers et des stages pour enfants et adultes en référence à nos spectacles, des ateliers mêlant la fabrication de masques et le jeu scénique, l'improvisation, la libération de l'imaginaire», explique Amor Ferchichi, comédien lui-même, permanent de l'association et animateur des activités du Cirque.

Et puis, parallèlement, progressivement, presque spontanément, l'association s'est mise également à faire - et très activement - du soutien scolaire. «Dans ce quartier populaire, nombre d'enfants sont loin des activités artistiques que nous proposons, leurs parents n'ont ni les moyens ni même l'idée de leur proposer. En revanche, ils ont besoin d'être soutenus dans leur travail après l'école, disposer d'un local approprié, propice au travail intellectuel, des adultes disponibles. Nous en sommes rendu compte en organisant des activités dans les classes ou les centres de loisirs et donc, tout naturellement, nous nous sommes orientés vers le soutien scolaire», ajoute Amor.



Christian Adnin

Les gamins du quartier Simplon sont venus ici d'abord pour y fabriquer des masques, et puis maintenant pour y faire leurs devoirs...

Ainsi, 30 à 40 enfants fréquentent tous les jours le Cirque, écoliers et collégiens, du CP à la 3ème. Les plus petits arrivent d'abord (16 h 30 à 18 h 30) puis les grands (18 h 30 à 20 h environ). Ceux qui peuvent donnent une contribution, pour les autres c'est gratuit. Autour d'Amor, des bénévoles se sont regroupés : des étudiants, un ancien principal de collège à la retraite...

«Nous luttons contre l'échec scolaire avec ce système de soutien que nous sommes les seuls à assurer dans le quartier, nous aidons les enfants pour leurs devoirs et nous leur inculquons le goût de la régularité, de l'effort même.

Mais nous n'oublions pas non plus notre raison d'être originelle, l'ouverture à la culture, aux cultures. Les gamins jouent avec les masques, ils en fabriquent aussi... d'ailleurs, n'est-on pas plus réceptif à la culture quand on réussit mieux à l'école ?», déclare encore Amor Ferchichi.

Alors, tout va bien ? Cela irait mieux, beaucoup mieux avec des subventions mais ni la DRAC (Direction régionale des affaires culturelles) ni la Mairie de Paris n'ont répondu présent. «Tous parlent de lutte contre l'exclusion. Belles paroles, mais les actes...»

Marie-Pierre Larrivé

UNE LIBRAIRIE D'OCCASION OUVERTE JUSQU'À MINUIT
(ET VRAIMENT PAS CHÈRE DU TOUT)?...

"L'ÉTOURDI"

55, rue d'Orsel 75018 PARIS

M° Abbesses-Anvers-Pigalle - Bus 30-54-67-85

PLUS DE 8000 TITRES
EN BON ÉTAT et CLASSÉS
tous domaines

titres disponibles 40-45 % du prix neuf,
nombreux poches à 10 Frs, livres et revues épuisés,
recherches sur demande

ACHATS SUR RENDEZ-VOUS

(déplacement à domicile - enlèvement immédiat)

Tél. : 01 42 55 52 72



conception : Caroline Christophe - tél./fax : 01 43 57 38 03

Paris 1920 dans un polar noir signé Daeninckx-Tardi



Le *der des ders* nous promène à travers Paris, du Pont de Crimée à la place d'Italie pour finir rue d'Aubervilliers, et à travers la banlieue nord. Le soin que Tardi a toujours accordé à ses décors est ici éclatant, et c'est un des principaux charmes du livre. (Ci-dessus, le métro Anvers avec la façade de l'Élysée-Montmartre, le square d'Anvers surmonté par la silhouette du Sacré-Cœur, et la spectaculaire architecture du Gaumont-Palace, alors "le plus grand cinéma du monde", place Clichy.)

Deux ans après la «Grande» guerre - la *der des ders*, croyait-on - un titi parisien rescapé de la boucherie et recyclé détective, Eugène Varlot, enquête. Ce devait être un petit boulot de routine, une banale affaire d'adultère, il se retrouve plongé dans un scandale si énorme qu'il n'en réchappera pas. Dans «*Le der des ders*», adaptation BD signée Jacques Tardi d'un roman de Didier Daeninckx, on côtoie gueules cassées et vies brisées, pauvres et anars en lutte mais aussi gros nantis, profiteurs de guerre, faux héros galonnés et médaillés. Un polar bien noir en noir et blanc où Tardi plonge encore une fois dans sa période de prédilection et dans les lieux qui lui sont chers: le Paris populaire et sa banlieue.

L'histoire navigue à travers toute la capitale (avec des détours par Neuilly et Aulnay-sous-Bois) mais l'enquête d'Eugène le mène aussi souvent dans le 18^e: la place Clichy, sa statue et son Gaumont Palace, le plus grand cinéma du monde, et puis les abords des métros Anvers et Blanche, le Moulin rouge, la Cigale... La plume de Tardi restitue l'atmosphère, minutieuse, précise mais avec quelques clins d'oeil: un certain Daeninckx, chanteur réaliste à l'affiche de la Cigale!

M.P.L.

□ *Le der des ders*, bande dessinée, éditée par Casterman (1997). Le roman *Le der des ders* d'où est tirée cette BD avait été publié en 1985 par Gallimard.



Je rentrais rue du Mexic en longeant les murs. La police militaire sillonnait le quartier et se ne tenais pas à me récupérer au violon... moi! : port illicite de l'uniforme. J'avais une vieille dent contre Bob...



Bob me fournissait en corned-beef, coca cola, alcool et primiques. Je payais une fois sur deux, Bob s'arrangeait avec les factures.

Ci-dessus, le métro entre Barbès et la Chapelle (à droite, l'hôpital Lariboisière), et la place Blanche. (Les dessins de Tardi sont reproduits avec l'aimable autorisation des éditions Gallimard.)

Le Dix-Huit-Théâtre devient l'Etoile du Nord

Le *Dix-Huit Théâtre* change de nom. A partir du 18 décembre, il s'appellera *l'Etoile du Nord*. Installé 16 rue Georgette Agutte (quartier des Grandes Carrières, dans le même immeuble que Championnet-sports), ce théâtre, subventionné par la Ville de Paris et le ministère de la Culture, présente depuis 1979 des spectacles de qualité, faisant notamment une large place à la danse. Actuellement fermé pour travaux de rénovation, il rouvrira ses portes le 5 janvier avec un spectacle de Jean-Christophe Bleton et ses 31 bis.

Antonio Tabucchi parle de Pessoa

aux *Parvis poétiques* le 6 décembre

Dans le cadre des "lectures" organisées à la Halle-St-Pierre par l'association *les Parvis poétiques*, l'écrivain italien Antonio Tabucchi viendra, en compagnie de Denis Marleau, parler du poète portugais Fernando Pessoa, le samedi 6 décembre à 17 h 30. (Entrée libre.) Cette lecture est organisée en collaboration avec le Théâtre des Abbesses qui présente, à cette période, la pièce de Tabucchi *Les derniers jours de Fernando Pessoa* (voir l'article à ce sujet page 21).

□ 2 rue Ronsard. Renseignements : 01 42 51 64 28.

L'île de la Réunion dans les bureaux de poste de la Chapelle

L'Association réunionnaise *Culture et Communication*, dont l'adresse est 80 rue de la Chapelle, organise du 8 au 20 décembre, dans les bureaux de poste du quartier (Porte de la Chapelle, Porte d'Aubervilliers, Tristan Tzara, Carré Pro Cap 18), un ensemble d'expositions thématiques et photographiques sur l'île de la Réunion, avec animations musicales: histoire, voyages, paysages... de quoi rêver et s'instruire.

□ Renseignements : 01 40 05 62 70.

14 décembre : démonstration d'arts martiaux

au gymnase Bertrand Dauvin

Judo, jiu-jitsu, karaté, aikido, taekwondo... les arts martiaux rencontrent beaucoup de succès si l'on en juge, dans notre arrondissement, par le nombre de clubs sportifs où on les pratique. Organisée conjointement par la mairie du 18^e et les clubs sportifs, une demi-journée de démonstrations aura lieu dimanche 14 décembre, de 14 h à 18 h, au gymnase Bertrand Dauvin, 12 rue René Binet (près de la Porte de Clignancourt).

Renaud Siegmann dédicacera "*Je me souviens de Montmartre*" à la librairie Mimogea, 15 rue des Abbesses, **vendredi 5 décembre** à partir de 17 h. (Voir dans notre dernier numéro l'article sur ce livre.)

Jean Rollin, écrivain, cinéaste, vous invite à la librairie L'Humeur vagabonde, 44 rue du Poteau, **samedi 13 décembre** de 15 h à 17 h, pour une séance de dédicace vampirique de ses ouvrages *La Petite Ogresse* et *Les Demoiselles de l'Étrange* (éditions Florent Massot).

PORTRAIT Questions pour un quincailler

«Mais je le connais !», se sont écriés nombre d'habitants du quartier Guy Môquet en voyant apparaître sur l'écran de télévision, il y a quelques semaines, le visage de Michel Boissonnet, finaliste de l'émission *Questions pour un champion*. Et en effet, c'était bien le quincaillier du 80 avenue de Saint-Ouen.

C'est poussé par ses filles, et peut-être par défi, que Michel Boissonnet s'était présenté en mars à la première sélection de cette émission de Julien Lepers, rendez-vous quotidien de fin d'après-midi sur France 3.

«Chaque jour, nous dit-il, l'émission présente durant une demi-heure, comme en direct, un épisode de la compétition. En réalité, les enregistrements ne se font pas jour après jour. Peut-être pour des raisons financières, location des studios, mobilisation des techniciens et des matériels, les producteurs en enregistrent toute une série à la file durant une longue journée. Il faut savoir attendre son tour, maîtriser ses nerfs, et lorsqu'on est devant les caméras ne pas perdre ses moyens. C'est sur le sang-froid autant que sur l'érudition que se construisent les victoires dans ce jeu.»

Après plusieurs passages, ses victoires lui ont donné le droit de participer à la grande finale, les "Masters",

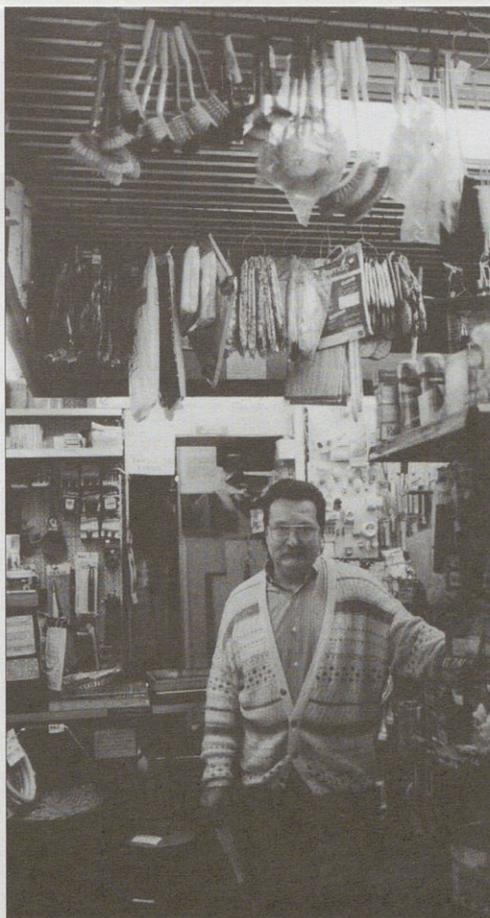
qui faisait s'affronter dix concurrents sélectionnés parmi les centaines du début. Il n'a pas gagné cette ultime épreuve, mais s'est comporté avec brio.

«Questions pour un champion demande une culture générale très variée, nous explique-t-il encore. Les questions sont diverses et se succèdent sans ordre logique ni chronologique. Le concours s'adresse donc, non pas aux spécialistes, mais aux esprits curieux de tout. C'est mon cas. Je lis beaucoup, des romans aussi bien que des essais ou des ouvrages sur l'actualité.» Ses domaines préférés : la littérature et la musique.

Un des plus anciens commerces de l'avenue

Michel Boissonnet travaille environ dix heures par jour, mais il a la chance d'habiter juste au-dessus de son lieu de travail. Donc pas de temps perdu dans les transports : dès qu'il a tiré le rideau de fer de son magasin, il monte chez lui et s'installe tranquillement avec un livre...

Il y a plus de vingt ans que Michel Boissonnet tient avec son épouse le



Claire Cadliou

Michel Boissonnet dans son magasin, près du métro Guy Môquet.

Grand Bazar du Rond-Point, qui est une affaire familiale. D'un ton débonnaire, il nous confie : «Nous sommes la troisième génération, l'affaire existe depuis plus de 80 ans, et sa pérennité en fait l'un des commerces les plus anciens de l'avenue.»

Michel Germain

Le nouveau milliardaire du 18e s'appelle M. Loterie

La chance a souri à un couple de retraités de la SNCF dont le mari a 75 ans. Ils ont joué au Loto au Maryland, tenu par M. Menétrier, 73 rue Riquet. Choisisant les dates de naissance de leurs enfants et petits-enfants, ils ont coché deux grilles identiques. Le 15 novembre, leurs six numéros ont été les bons. Ils gagnent ainsi 10 005 070 francs. Un milliard de centimes.

Bel hasard ! Encore plus réjouissant quand on sait que le gagnant s'appelle M. Loterie. Nom venu de son arrière-grand-père, enfant trouvé à qui ce patronyme fut attribué à la suite d'un tirage au sort.

Jusqu'alors, la fortune ne les avait jamais choisis. Cette fois, c'est tout trouvé !

J.Y.S.

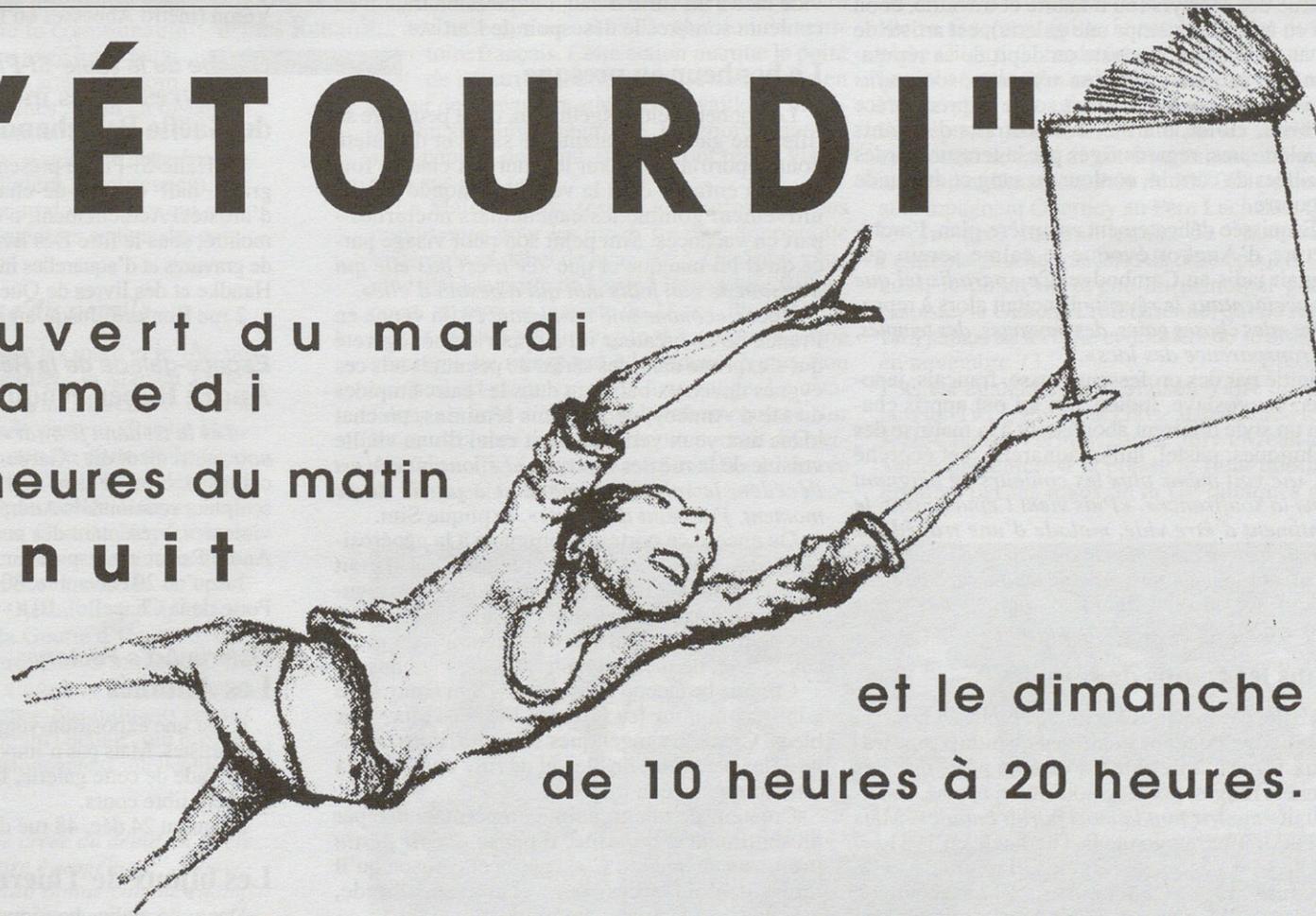
6 décembre : les sapins

Comme chaque année, la commune de Sandnes, en Norvège, offrira aux habitants du 18e trois grands sapins pour Noël, installés en face de la mairie, sur la place du Tertre et dans la cour de l'Institution du Sacré-Cœur, rue St-Rustique. Inauguration en musique 6 décembre à 11 h place Jules Joffrin.

"L'ÉTOURDI"

est ouvert du mardi
au samedi

de 10 heures du matin
à Minuit



et le dimanche
de 10 heures à 20 heures.

En outre, un divan profond permet d'y consulter les livres...

PORTRAIT Ngeth Sim, Cambodgien, rue des Martyrs : la peinture comme devoir de mémoire...

18^e
EXPOS



Ngeth Sim, rescapé du génocide au Cambodge.

Natif de Phnom Penh où il enseigna à la Faculté des Arts plastiques jusqu'en 1975 avant la prise du pouvoir par les Khmers rouges, le peintre cambodgien Ngeth Sim, réfugié en France en 1983, exerce son art comme un devoir de mémoire envers ceux qui ont disparu dans un des plus terribles génocides de l'Histoire.

Rue des Martyrs (où il habite et travaille, et où il a eu assez longtemps une galerie), cet artiste de 48 ans à l'allure modeste en dépit de sa réputation internationale, peint sa «révolte», son «*refus du sang qui coule*». Le trait sobre et précis trace en brun, violet, marine, des portraits d'enfants squelettiques, regards figés par la terreur, hardes souillées de carmin, couleur du sang et du feu de la guerre.

Esquissée délicatement en arrière-plan, l'architecture d'Angkor évoque le calme serein qui régnait jadis au Cambodge. Ce «*paradis tel que les occidentaux le rêvent*» l'incitait alors à reproduire «*des choses gaies, des paysages, des temples, la transparence des lacs*».

Initié par des professeurs russe, français, japonais, yougoslave, indien, qui lui ont appris chacun un style différent aboutissant à la maîtrise des techniques, pastel, huile, aquarelle, cet écorché viv «*ne voit même plus les couleurs en peignant dans la souffrance*». «*Puis vient l'épuisement, le sentiment d'être vidé, malade d'une tragédie à jamais gravée dans la mémoire*». Quand une galerie lui commande une série de tableaux, il demande qu'on y insère «*quelques-unes de ces toiles tristes pour ne pas trahir sa promesse*».

Dans les camps de réfugiés

Exilé, comme tous les intellectuels, au nord du Cambodge pendant quatre ans, soumis aux travaux forcés, à l'étude du régime politique des Khmers rouges, privé de nourriture, épuisé, il souhaitait «*mourir tant la mort paraît banale*». Mais il réussit à fuir et gagne la Thaïlande en 1981.

Dans les camps de réfugiés, il renoue avec la peinture grâce au concours de l'ambassade de France et d'une organisation humanitaire qui lui procurent de la toile, des couleurs, deux ou trois pinceaux. Là, les images de guerre, de famine, d'enfants faméliques sur fond de brillance d'Angkor sont reproduites en série par l'artiste.

C'est devant ces mêmes toiles que visiteurs et acheteurs pleurent eux aussi lorsque Sim, ayant trouvé asile en France, est sollicité pour une série d'expositions qui lui vaudront de nombreux prix. Malade d'avoir été grugé par un exposant malhonnête, il peint en une heure un émouvant auto-portrait : joues creuses dévorées de barbe, regard vide face à un verre d'eau, l'expression traduit en couleurs sombres le désespoir de l'artiste.

Le bonheur ou presque

Le bonheur selon Ngeth Sim, c'est peut-être sa fille, une gamine éclatante de santé et de gaieté dont le portrait court sur les murs. A chaque fois que son enfant - dont la venue au monde a définitivement gommé les cauchemars nocturnes - part en vacances, Sim peint son petit visage parce qu'il lui manque et que «*ce n'est pas elle qui a besoin de moi mais moi qui a besoin d'elle*».

Vécue «*comme une renaissance*», la venue en France de ce créateur lui a apporté une légèreté qui s'exprime dans des séries de peintures tels ces cygnes duvetés baignant dans les eaux limpides du lac d'Annecy, de jolis nus féminins, un chat blanc aux yeux verts qui était celui d'une vieille voisine de la rue des Martyrs. «*Le jour où elle est décédée, le chat a disparu et à partir de ce moment, j'ai peint des chats*», explique Sim.

Ou encore ce portrait, hommage à la générosité d'une femme de couleur qui, alors qu'il était bloqué dans une longue file d'attente pour régulariser ses papiers, lui donna 2 F parce qu'il n'avait pas de monnaie pour une photocopie, il a peint son visage, de mémoire, en rentrant à la maison.

Comme beaucoup d'Orientaux, Sim nourrit une admiration pour les femmes blondes aux yeux bleus. Créatures angéliques selon lui, il les dessine et les pare d'or, de bleu et de rose opposés aux tons sombres de la tragédie.

Créateur de talent, animé en permanence par un sentiment d'humilité, il pense «*avoir perdu beaucoup de temps*». C'est pour cette raison qu'il refuse de donner des cours. Il crée en solitude, dans le silence de la mémoire vive.

Jacqueline Gamblin

□ Ngeth Sim reçoit les visiteurs dans son atelier sur RV au 01 46 06 25 17 de 9 à 12 h.

A l'Espace UVA

Regard 18 : onze artistes du 18e

Onze peintres habitant le 18e, onze peintres de talent, présentent ensemble leurs œuvres à l'Espace UVA 18. Plusieurs d'entre eux sont déjà bien connus pour avoir participé à des opérations «ateliers portes ouvertes» : Nicole Bridier, sculpteur, Anne Moreau, Helena Pavlovsky, Anne-Marie Benoît, Djina Chemtov, Lydia Giustiniani, Irène Papp, Jean Prévost, Lilla Szendro, Gyorgyi Vincienne, Jacqueline Waechter.

Du 3 au 7 décembre, de 16 h à 21 h, 9 rue Duc (métro Jules Joffrin). 01 42 64 04 60.

Cité Montmartre aux artistes : portes ouvertes 6 et 7 décembre

Une trentaine de résidents de la cité Montmartre aux artistes, 187-189 rue Ordener, ouvrent leurs ateliers samedi 6 décembre de 10 h à 22 h et dimanche 7 décembre de 11 h à 20 h. Le 7 décembre à 10 h un débat sera organisé sur la situation critique des ateliers d'artistes dans la capitale.

Renseignements : 01 42 59 15 82 et 01 42 43 45 71.

Galerie Soleil d'Or

Les murs de Montmartre vus par Guy Jouary

Guy Jouary, qui habite rue d'Orsel, a été inspiré par les murs de Montmartre pour une série de peintures et monotypes lumineux.

Du 3 au 27 décembre. Galerie Soleil d'Or, 29 rue Véron (métro Abbesses ou Blanche). 01 42 62 49 66.

Galerie de la Halle-St-Pierre
Des livres et des murs, de Gaëlle Pelachaud

La Halle-St-Pierre présente régulièrement, dans le grand hall du rez-de-chaussée, des expositions d'artistes. Actuellement, c'est Gaëlle Pelachaud qui montre, sous le titre Des livres et des murs, une série de gravures et d'aquarelles inspirées du théâtre de Peter Handke et des livres de Queneau et Pérec.

2 rue Ronsard. Jusqu'au 14 décembre, 10 h à 18 h.

Espace-galerie de la Réunion

André Robèr évoque Sarajevo

«*Lèv la tèt dann fé nwar*» (Lève la tête quand il fait noir, autrement dit : Garde ta dignité pendant l'apocalypse), c'est le titre de l'exposition du peintre et sculpteur réunionnais André Robèr. Œuvres sombres, violentes, présentant des personnages écorchés vifs : André Robèr est inspiré par la tragédie de Sarajevo.

Jusqu'au 20 décembre, 80 rue de la Chapelle (métro Porte de la Chapelle), 10 h - 12 h 30 et 14 h 30 - 17 h.

Galerie Art's Factory

Les Allumés

C'est une exposition-vente de lampes réalisées par huit artistes. Mais pas n'importe quelles lampes : selon l'habitude de cette galerie, la fantaisie et l'humour se donnent libre cours.

Jusqu'au 24 déc. 48 rue d'Orsel. 01 53 28 13 50.

Les bijoux de Thierry Grave

Dans son atelier-boutique, 24 rue Durantin, Thierry Lefèvre-Grave, sculpteur et orfèvre, présente ses nouveaux bijoux et objets (blaireaux, stylos, rasoirs, etc.), précieux, raffinés et intellectuels. Jusqu'au 5 décembre (ensuite sur RDV, 01 42 23 65 60).

18^e

HISTOIRE

Des gardes rouges à la Maison Verte

C'est à une période de l'histoire relativement récente qu'est consacrée la chronique de ce mois-ci : au début des années 70, les "maoïstes" français faisaient la première page des journaux. Le 18^e arrondissement a été le théâtre de quelques-unes de leurs actions les plus spectaculaires.

Entre 1967 (sortie du film *La Chinoise* de Jean-Luc Godard, qui révéla au grand public l'existence de groupes pro-chinois en France) et 1973 (auto-dissolution de la *Gauche prolétarienne*), les maoïstes ont fait une fugace mais fulgurante apparition dans le paysage politique français. Quelques mois après la fin des événements de mai 68, ils font chaque jour ou presque la une des journaux. Notre arrondissement a été le cadre de nombre d'actions de ceux qu'on appelait «les maos».

Les raisons de l'attrait qu'a exercé le 18^e sur les zéloteurs du Petit livre rouge sont multiples. La première, c'est qu'il est situé dans une partie populaire de Paris où, pendant des décennies, le Parti communiste français, ennemi juré et, pour certains maos, principal, dominait la gauche. Mais cette situation est loin d'être propre au 18^e. Notre arrondissement a une autre particularité : celle d'abriter le plus important quartier d'immigrés de la capitale, la Goutte d'Or.

Tiers-mondistes, les maoïstes français, dont beaucoup avaient des origines bourgeoises et venaient des beaux quartiers, ont rapidement tissé des liens privilégiés avec les franges radicales de la communauté immigrée. En particulier avec les populations originaires du monde arabe. Un combat commun les a rapprochés : celui en faveur de la libération de la Palestine. De toutes les tendances d'extrême-gauche s'agitant à cette époque (et Marx sait si elles étaient nombreuses), les "maos" étaient sans aucun doute ceux qui soutenaient le plus farouchement les actions des combattants palestiniens.

Séduit par la Cause du peuple

Dans cette relation entre les maos et le 18^e, un lieu a joué un rôle particulier : la Maison Verte. Ce local protestant situé rue Marcadet¹ était à cette époque animé par le pasteur Charlie Heydrich. C'est un compagnon de route de la *Cause du Peuple*, journal de "la Gauche prolétarienne" (GP). Comme quelques ecclésiastiques français, prêtres ou pasteurs, Charlie Heydrich est séduit par les actions de maos en faveur du Tiers Monde et des exclus de notre société.

Le 27 octobre 1971, Djellali Ben Ali, un jeune Algérien résidant à la Goutte d'Or, est assassiné par l'ami d'une gardienne d'immeuble. La Gauche prolétarienne s'empare de l'affaire et dénonce un «crime raciste». Ses militants constituent rapidement un "comité Djellali" qui regroupe une brochette impressionnante d'intellectuels :

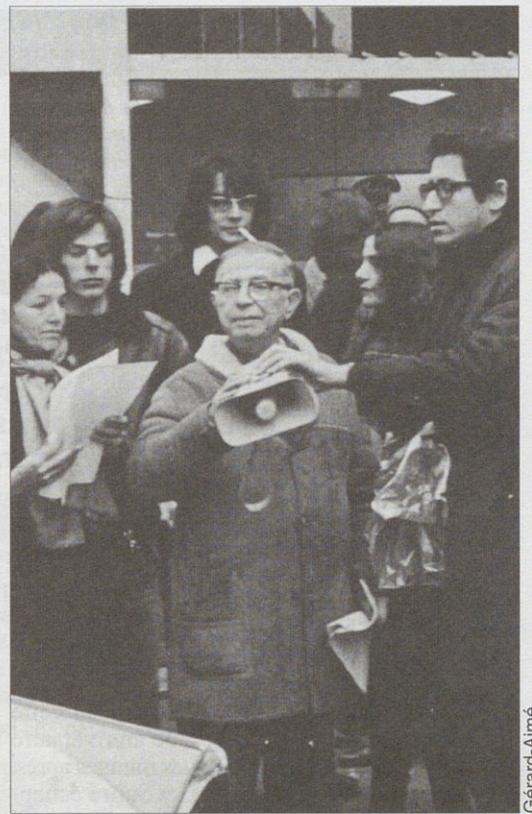
1. La Maison Verte a été créée au début du siècle par la "Mission populaire évangélique", mouvement protestant qui s'était donné comme champ d'action prioritaire le milieu ouvrier. Son responsable actuel est le pasteur Morley. Mais la Maison Verte loue aussi ses salles à des associations et organismes divers, pour des réunions dans lesquelles la Mission populaire n'est pas impliquée.

Gilles Deleuze, Michel Foucault, Jean Genet, Michel Leiris, Claude Mauriac, Yves Montand, Simone Signoret et, bien sûr, Jean-Paul Sartre. Le 27 novembre, un mois après la mort du jeune Algérien, le comité Djellali tient sa première réunion publique. Le pasteur Heydrich leur a prêté la Maison Verte. La grande salle est comble. La plupart des participants sont des travailleurs immigrés. Au milieu de cette petite foule trois hommes conversent entre eux : Jean-Paul Sartre, Michel Foucault et Jean Genet.

Genet, qui vit à cette époque aux quatre coins de la planète, milite activement en faveur des *Black Panthers* (un mouvement de révolte des noirs américains) et de la cause palestinienne. Il connaît Sartre mais n'a jamais rencontré Foucault. On ne sait pas ce qu'ils se sont dit, mais la présence de trois des plus grands intellectuels de la seconde moitié du XX^e siècle dans cette petite salle du nord de Paris est révélatrice de l'engagement d'une partie de l'intelligentsia aux côtés des maoïstes. Sartre, Foucault, Genet et quelques autres célébrités reviendront quelque temps plus tard dans le 18^e pour rendre visite à Saïd Bouziri, militant mao en grève de la faim contre des menaces d'expulsion du territoire français. Cette action marque le point de départ d'une vigoureuse campagne en faveur de la régularisation des travailleurs immigrés en situation irrégulière. Un combat que les sans-papiers de Saint-Bernard ont repris vingt-cinq ans plus tard...

La Maison Verte servira à d'autres réunions importantes pour les maos. La plus dramatique se déroule au début de mars 1972. Quelques jours plus tôt, à la porte de l'usine Renault de Billancourt, un ouvrier maoïste de 23 ans, Pierre Overney, a été tué par un vigile. Le corps du jeune «martyr» est transporté à la Maison Verte. Son cercueil est recouvert d'un drap rouge. Le catafalque est orné d'œillets de la même couleur. Sur les murs blancs on a accroché un portrait d'Overney. Une effigie identique a été installée à l'entrée de l'immeuble de la rue Marcadet. Sous la pho-

Militants et sympathisants maoïstes défilent devant le corps de Pierre Overney, tué à l'entrée des usines Renault...



Ci-dessus : manifestation à la Goutte d'Or après le meurtre d'un jeune Algérien. Derrière Jean-Paul Sartre, on reconnaît André Glucksmann (qui à cette époque militait à "la Gauche prolétarienne").

to de celui que les maos appelaient Pierrot est écrit : «Mort pour la cause du peuple». De nombreux militants et sympathisants viennent à la Maison

Verte pour rendre un dernier hommage à leur camarade tombé «sous les balles de l'ennemi». Le 4 mars, le corps de Pierre Overney quitte la rue Marcadet pour la place Clichy. C'est de cet endroit que démarrent les obsèques du militant. Les maoïstes et l'ensemble des organisations de gauche - à l'exception notable du PCF et de ses satellites - ont décidé de faire de cet enterrement une gigantesque manifestation. Près de 200 000 personnes accompagnent Overney au Père Lachaise. C'est le plus gros rassemblement de l'histoire de l'extrême-gauche française de cette époque. C'est aussi le chant du cygne du principal groupe maoïste, la Gauche prolétarienne, qui ne retrouvera jamais un tel écho et décidera de se dissoudre en novembre 73.

C'est également à la Maison Verte que, le 4 janvier 1973, Philippe Gavi, Jean-René Huleu, Jean-Claude Vernier, Serge July et Jean-Paul Sartre présentent à la presse le futur quotidien impulsé par les maos de la GP quelques mois

Gérard-Aimé



À la Maison Verte rue Marcadet, le 4 janvier 1973, conférence de presse annonçant le lancement du journal *Libération*, animé principalement à cette époque par des militants maoïstes de la "Gauche prolétarienne" (au premier rang desquels Serge July). De gauche à droite : Philippe Gavi, Jean-Paul Sartre, Jean-Claude Vernier, Serge July, Jean-René Huleu.

(Suite de la page 19)

avant leur auto-dissolution : *Libération*. Sartre déclare au sujet de son engagement dans le journal : « Si je suis dedans, je n'entends pas l'être comme prête-nom, comme j'ai été un moment directeur de la Cause du peuple simplement pour le cas de carreaux cassés. Je prétends y travailler vraiment. » Le 18 avril 1973, le premier numéro de *Libération* sort dans les kiosques. Jean-Paul Sartre en est le "directeur de publication". Mais la maladie et l'anti-intellectualisme d'une majorité de la première équipe de la direction de *Libé*, ne lui laisseront pas la possibilité de jouer le rôle actif qu'il espérait.

Ce ne sera pas la seule déconvenue que connut l'auteur des *Mains sales* avec ses jeunes camarades "marxistes-léninistes". L'une d'entre elle aura pour cadre un autre bâtiment du 18e, le Sacré-Cœur. Le 13 février 1971, les dirigeants de la Gauche prolétarienne demandent à l'écrivain de venir devant la basilique pour une manifestation contre la répression policière. Arrivé sur place, il se rend compte que cette manif est en fait une occupation musclée du Sacré-Coeur en cette année de célébration du centième anniversaire de la Commune de Paris. Quelques minutes après, la police pénètre dans l'édifice² et Sartre échappe de justesse au matraquage. Cet incident sera

2. Le recteur de la basilique du Sacré-Cœur était à cette époque le chanoine Charles, qui se situait dans une tendance très conservatrice de l'Eglise catholique. Il avait été auparavant aumônier du centre catholique des étudiants de la Sorbonne, et ses bonnes relations avec les groupes d'extrême-droite y étaient connues. C'est Mgr Charles qui, le 13 février 1971, demanda à la police d'intervenir à l'intérieur de la basilique pour en chasser les manifestants. Il fut pour cela très critiqué, y compris par des responsables de l'archevêché de

Soudain, la police fait irruption dans le Sacré-Cœur. Sartre échappe de justesse au matraquage.

à l'origine d'une brouille passagère entre Sartre et Benny Lévy (dit "Pierre Victor"), le chef suprême de la GP qu'il dirige d'une main de fer. Ils se réconcilieront et Benny Lévy deviendra le secrétaire particulier du philosophe.

La police a beaucoup chargé dans les rues de la capitale en cette période d'agitation tous azimuts. Et le 18e ne fut pas en reste. Il y a eu de nombreuses bavures.

L'une des plus graves s'est déroulée à quelques centaines de mètres de la Maison Verte. La victime s'appelle Richard Deshayes. C'est un militant de *Vive la Révolution* (VLR), un petit groupe maoïste plus spontanéiste et moins dogmatique que la GP. Deshayes anime un très actif Front de Libération de la Jeunesse (FLJ).

A la suite d'une action spectaculaire du FLJ lors d'un concert de rock au Palais des Sports en janvier 1971, deux militants de VLR sont arrêtés. Leurs camarades et ceux de la GP organisent une manifestation de soutien aux prisonniers maoïstes le 9 février. Le rassemblement est prévu place Clichy. La préfecture, comme souvent à cette époque, interdit la manif. Mais les maos maintiennent le mot d'ordre pour démontrer leur force.

Cette décision sera fatale pour Richard Deshayes. Au coin de la rue Damrémont et de la rue Ordener, alors qu'il était resté en arrière pour aider une jeune fille tombée, il reçoit en plein visage une grenade tirée par un policier. Richard Deshayes s'écroule. Sauvé par un pharmacien qui appelle une ambulance, Richard Deshayes perd un oeil et est défiguré à vie. La Révolution n'était pas qu'un dîner de gala...

Sylvain Garel

□ Pour en savoir plus sur l'histoire du maoïsme en France vous pouvez lire *Génération* (1 et 2) de Hervé Hamon et Patrick Rotman (éditions du Seuil) et *Les Maoïstes* de Christophe Bourseiller (éditions Plon).

Témoignage Quand Richard Deshayes perdit un oeil

Ce 9 février 1971 vers 17 h, d'importantes forces de police, et de nombreux journalistes (dont j'étais) stationnaient place Clichy où les maoïstes avaient annoncé une manifestation. Nous nous doutions que le rendez-vous place Clichy n'était qu'un trompe-l'œil et que la manifestation aurait lieu ailleurs, comme cela se pratiquait souvent à cette époque. Effectivement, après plus d'une demi-heure d'attente, les policiers s'engouffrent dans leurs cars et partent à toute allure, sirènes hurlantes. Plusieurs voitures de journalistes démarrent derrière eux.

Brusquement, les cars de police s'arrêtent. Les agents, casque sur la tête, en jaillissent et s'engagent en courant dans une rue. En tête, ceux qui tiennent les "lance-patates" (fusils équipés pour lancer les grenades lacrymogènes) tirent en courant, à "tir tendu", c'est-à-dire à hauteur d'homme (contrairement aux consignes officielles qui ordonnent aux policiers, dans ces situations et avec ces armes, de tirer assez haut).

Avec d'autres journalistes, je cours à côté d'eux, sur le trottoir. Au bout de la rue, au carrefour avec la rue Ordener, les manifestants ont fui, sauf un jeune homme qui est resté là, debout, l'air hésitant, dans une attitude non menaçante. Une grenade le frappe en plein visage. Il s'écroule. La charge de police passe près du corps, plusieurs policiers lui donnent au passage, en courant, des coups de brodequin.

Je me penche sur lui. Son visage est une bouillie sanglante, mais il est conscient. Je l'aide à se relever et je le conduis à une pharmacie proche. Assis sur une chaise, au milieu des



Gérard-Aimé

Richard Deshayes vient de recevoir en plein visage une grenade lacrymogène tirée par un policier, rue Ordener.

clients de la pharmacie effrayés, il attend l'arrivée de l'ambulance...

J'ai appris par la suite qu'il s'appelait Richard Deshayes. Ayant rapporté ces faits dans le journal pour lequel je travaillais, j'ai été convoqué par le juge d'instruction qui cherchait à établir l'identité du policier responsable du tir. Il n'y parvint pas.

Noël Monier

Les 9 heures du Téléthon à Montmartre

Samedi 6 décembre, course handisport en fauteuil dans les rues de la Butte, basket et tir à l'arc, musique, poésie-chansons, orgues de Barbarie, à partir de 10 h 45.

Montmartre sera en pointe cette année pour le Téléthon. Cette journée, destinée à rassembler des fonds pour financer la recherche contre la myopathie, ne se traduit pas seulement par un grand show télévisé. Elle voit fleurir à travers la France les initiatives les plus diverses, sous l'égide de l'Association française de lutte contre les myopathies. Dans le 18e, le Téléthon commencera à 10 h 45 place Blanche et s'achèvera autour de 19 h 45 au gymnase Ronsard, derrière la Halle-St-Pierre.

Voici le programme :

10 h 45 : Coup d'envoi place Blanche.

11 h à 11 h 45 : Course handisport en fauteuil, départ place Blanche, arrivée des coureurs rue des Abbesses face aux cafés *le Bruant* et *la Mascotte*.

12 h à 12 h 30 : Jazz place des Abbesses avec Emi Oshira Quartet. Remise des trophées aux athlètes de la course handisport.

12 h 50 : Visite guidée de Montmartre, départ place des Abbesses (participation 50 F). Une deuxième visite aura lieu à 15 h, départ également place des Abbesses.

13 h : Tournoi d'échec juniors au gymnase Ronsard, 2 rue Ronsard (au pied des jardins de la Butte), organisé par *l'Echiquier de la Butte*.

14 h : Spectacle de poésie-chansons au Centre d'animation des Abbesses, 10 passage des Abbesses (le passage des Abbesses est la voie qui s'ouvre sous un porche, rue des Abbesses, en face du théâtre), organisé par l'association *La Cyclade*.

15 h : Goûter lyrique à l'Espace Lautrec, 11 rue André Antoine (participation 50 F), organisé par l'association *l'Art sauve qui veut*, avec le concours de la Lyre de Montmartre et des chanteuses Claudia Negrette, Christine Oehlern, Emmanuelle Eugène, Marie-Christine Chevry (airs de Chopin, Delibes, Offenbach, Bizet, Verdi, Puccini).

16 h : Conférence "Qu'est-ce que la génétique ?", par Loïc Mangin, chercheur, au Centre d'animation des Abbesses, 10 passage des Abbesses.

17 h : Basket handisport au gymnase Ronsard, 2 rue Ronsard.

18 h : Concours de tir à l'arc avec la participation des champions de France Philippe Bourgenin et Florence Huet, au gymnase Ronsard.

19 h : Remise des coupes. Concert d'orgues de Barbarie par l'Association des amis des instruments et de la musique mécaniques. Au gymnase Ronsard.

□ Pour tous renseignements : l'organisateur du Téléthon montmartrois est André Dumas (président d'UVA 18, Union pour la vie associative), 10 rue André Barsacq, 01 42 57 76 88.

par Blandine Bouret et Rose Pynson

A la Halle-St-Pierre

Les concerts-expositions avec l'ensemble Carpe Diem

Aux amoureux de peinture naïve, on propose un univers musical ; aux amateurs de concerts, on offre un monde pictural. L'un et l'autre se répondent, se complètent, s'interpénètrent en conjuguant les thèmes animaliers, ou les sonorités asiatiques, dans une salle à l'acoustique remarquable : la voûte de la Halle, les murs lambrissés permettent une qualité de diffusion exceptionnelle. L'ensemble *Carpe Diem*, dirigé par Jean-Pierre Arnaud, est formé de solistes virtuoses capables de donner aux œuvres un relief particulièrement original. **R.P.**

□ **Concerts-expositions** avec *Carpe Diem* samedi 13 déc. 19h, jeudi 18 déc. 20 h : de Kreisler, *le Tambourin chinois* ; de J.R. Guédon, *les Trois Compères et les Vers luisants* ; de Ravel, *Ma mère l'Oye*. • **Concert invité** lundi 4 déc. 20 h 30 & mardi 9 déc. 20 h 30 : ensemble Le Banquet composé de quinze musiciens et deux chanteurs. 2, rue Ronsard (métro Anvers). 01 42 58 72 89. (Les concerts accompagnent les expositions *Dix-sept naïfs de Taiwan* et *Civilisations imaginaires*, qui durent jusqu'au 23 janvier. Voir le 18e du mois n° 32 et 33.)

Au Tremplin Théâtre

Tout l'humour que j'ai pour vous

Texte, mise en scène et interprétation de Claude Pascadel

On y voit un personnage qui, soit se raconte au public, soit se met en scène... dans une administration... une cour de justice... un studio de télévision... un parc... une gare... une plage... un théâtre. Le ton est naïf, burlesque, insolent, désespéré dans l'auto-dérision mais sans agressivité ni flatterie. Claude Pascadel, qui a commencé par le cabaret (Caveau de la République, Echelle de Jacob) pour ensuite imaginer des spectacles de café-théâtre, fait ici un anti-numéro unique. **R.P.**

□ Du 10 décembre au 11 janvier. 39 rue des Trois Frères. 01 42 54 91 00.

Au Théâtre des Abbesses

L'enlèvement de Sita

par le Théâtre national de Thaïlande

L'enlèvement de Sita rassemble 25 artistes, dont 14 danseurs et 7 musiciens, et permettra la découverte du théâtre thaï, chanté, dansé, masqué, influencé par l'Inde et la Chine. Avec ici des textes issus du Ramayana, long poème épique sanscrit rédigé probablement au Ve siècle de notre ère. C'est dire l'ancienneté de cet art transmis de génération en génération. Il s'agit de l'épisode où Rama est à la recherche de son épouse Sita enlevée par un démon. Les textes sont d'une grande beauté littéraire, la compréhension est facilitée par des sous-titres présentant les personnages, les situations, et traduisant les récitatifs.

Le théâtre est accompagné par l'orchestre *pîphât*, composé de xylophones, de trompes, de tambours et de claquettes. Les danseurs et les musiciens sont passés par le *College of Dramatic Arts* de Bangkok durant un cursus exigeant de douze années d'apprentissage.

□ Du 16 au 23 déc. et du 26 au 30 déc. 20 h 30, dim. 21 et 28 à 15 h. 31 rue des Abbesses. Location 01 42 74 22 77.



Au Théâtre des Abbesses

Les trois derniers jours de Fernando Pessoa

d'après le récit d'Antonio Tabucchi, mise en scène Denis Marleau

Novembre 1935. Fernando Pessoa, poète portugais, est entre la vie et la mort dans un hôpital. Trois jours d'agonie pendant lesquels, comme dans un délire, il reçoit ses "hétéronymes". En effet Pessoa a écrit un nombre immense de livres (dont la plupart, enfermés dans une malle, ont été retrouvés après sa mort) sous divers noms, créant ainsi plusieurs auteurs ayant chacun sa personnalité. Imaginons qu'en France, dans les années 1910-1920, Apollinaire, Valéry, Cendrars, Cocteau aient été un seul et même homme caché sous plusieurs masques... on aura ainsi une idée de l'extraordinaire aventure littéraire qui fut celle de Pessoa.

Tabucchi, écrivain italien contemporain important qui a vécu longtemps au Portugal, a eu l'idée de faire venir au chevet de Pessoa ces fantômes qui l'ont accompagné durant sa vie, et qui dialoguent avec lui. A la fin le spectateur se demande si Tabucchi lui-même n'est pas encore une invention de Pessoa...

□ Du 3 au 13 décembre. 31 rue des Abbesses. 01 42 74 22 77.

Au Théâtre des Deux Ânes

Petit Papa Lionel,

et *Sorties d'artistes*, *Les Benjamins du rire*

Depuis mars 1997, Jacques Mailhot a racheté le Théâtre des Deux Ânes à Jean Herbert. Dans une salle ré-éclairée, on peut y applaudir la revue satirique *Petit*

Papa Lionel, avec des humoristes confirmés, Jean Roucas, Jean-Pierre Marville, Jacques Mailhot, mais aussi l'étonnante Brigitte Lahaie, vedette de films X, chanteuse et écrivain (roman autobiographique : *Les chemins du mieux aimer*).

Chaque samedi à 18 h, quatre à six musiciens proposent des divertissements musicaux variés et revigorants dans *Sorties d'artistes*. Ces virtuoses en queue de pie recréent l'atmosphère joyeuse de la Belle Epoque et des années folles.

Les lundis sont consacrés à la découverte de nouveaux talents. On peut également assister à l'enregistrement de l'émission *Les Benjamins du Rire*, diffusée chaque semaine sur *Rire et chansons* et présentée par Jean Roucas. **Bl.B.**

□ 100, boulevard de Clichy. 01 46 06 10 26.

Au Trianon

Néron

de Gabor Rassov, mise en scène Pierre Pradinas

Un sujet d'histoire adapté par Gabor Rassov, qui s'appuie sur les récits de Tacite et Suétone mais ne néglige pas les allusions "péplumiques" et hollywoodiennes. Il est fasciné par la monstruosité du personnage qui selon Sénèque était, en art, cruel comme un politicien, et en politique, sensible comme un artiste. Ce spectacle déjà joué en tournée a obtenu un franc succès surtout parmi les jeunes, qui y voient des clins d'œil à notre époque. **Bl.B.**

□ A partir du 3 décembre. 80, bd Rochechouart. 01 42 52 21 25.

A l'Atalante

Une voix si petite

de René Fix

René Fix s'inspire d'un fait divers de la fin du siècle où un gigolo commet un triple meurtre. Sainte Thérèse de l'Enfant Jésus voit en cet assassin sa première âme à sauver. Le dramaturge fait se rencontrer une chanteuse de café-conc', Thérèse, avec la sainte. S'ensuit une confrontation où le doute, la nécessité, et aussi la perte de foi, le désir de transfiguration deviennent éléments moteurs. **Bl.B.**

□ Jusqu'au 15 décembre. 10, place Charles Dullin. 01 46 06 11 90.

Et aussi

POUR LES ENFANTS

■ **Il était une fois... la fée bleue**, à partir du 20 déc., et **Dis maman, c'est de la magie, ça ?** merc. 10 h. Au *Funambule*, 01 42 23 88 83.

■ **Trois contes du chat perché** de Marcel Aymé. A l'*Atelier*, 01 46 06 59 15.

■ **Les délires du fakir Aboukir**, au *Canotier du pied de la Butte*, 62 bd Rochechouart. 01 44 53 93 84.

■ **Imbert et Moreau dans le Bal Grenadine**, 1er dim. de chaque mois, 16 h. Au *Divan du monde*, 01 45 43 29 67.

■ **Spectacle de magie**, au *Théâtre JKL*, 17 rue Boinod. 01 47 24 62 52.

■ **Le Trésor de Guignol**. A la *Halle-St-Pierre*, 01 42 58 72 89.

CIRQUE

■ **La famille Romanès** dans leur nouveau spectacle. Passage Lathuille. 01 43 87 16 38.

MUSIQUE

■ **L'Enfance du Christ** de Berlioz, par le Conservatoire du 18e Gustave Charpentier, 15 déc. 20 h 30 dans l'église Notre-Dame-de-Clignancourt, place Jules Joffrin.

■ **Musique de chambre** des élèves du Conservatoire, 29 rue Baudelique 9 et 16 déc. 20 h. Entrée libre à ces concerts.

■ **Francesca Solleville**, récital du 2 au 13 déc., mar. à sam. 20 h 30 au *Théâtre de Dix Heures*. 01 46 06 10 17. Lui succédera **Marie-Paule Belle**, du 16 déc. au 31 janv.

■ **André Dumas, "Si Montmartre m'était chanté"**, sam. 20 h 30 & dim. 15 h, du 13 déc. au 11 janv. à l'*Alambic*. 01 42 23 07 66.

THÉÂTRE

■ **Le bonnet du fou**, de Pirandello. Jusqu'au 3 janv. à l'*Atelier*. 01 46 06 19 89.

■ **Toa** d'après Sacha Guitry, sam. & lun. 20 h 30, dim. 15 h, à partir du 13 déc. **Monsieur chasse** d'après Feydeau, mar. à ven. 20 h 30 à partir du 10 déc. Au *Funambule*. 01 42 23 88 83.

■ **Micheline Dax** dans **Si j'yous l'dis pas j'yous l'chante**, au *Théâtre de Dix Heures*.

■ **Entre chien et loup**, de Danièle Lemahieu, jusqu'au 19 déc. au *Lavoir moderne parisien*. 01 42 52 09 14. Egalement au *Lavoir moderne parisien*, les samedis jusqu'au 20 décembre, successivement : **Elle(s) d'Isle** à 20 h 30, textes d'Aimé Césaire et Saint-John-Perse; **Manzé Ida** (danse) à 22 h; **Moriba Koïta**, griot malien, à 23 h.

■ **Isla Negra**, de Judith Larnaud, jusqu'au 7 déc. au *Tremplin*. 01 42 54 91 00.

Au Cinéma des Cinéastes

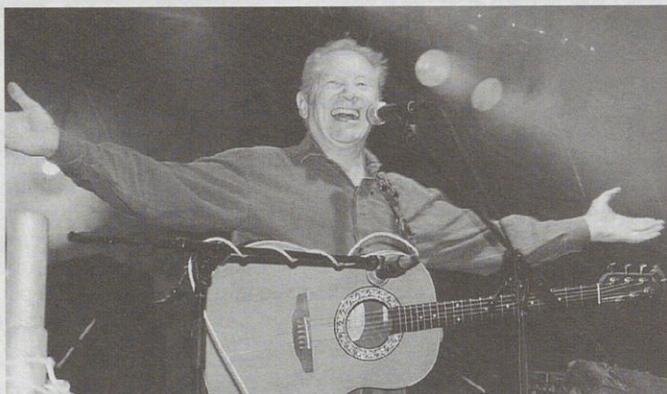
Trois soirées à noter (*Cinéma des Cinéastes*, 7 av. de Clichy, 01 53 42 40 20) :

• 4 déc. 20 h 30 : *Le Rendez-vous des quais* de Paul Carpita.

• 5 déc. 20 h 30 : *Les Sables mouvants* de Paul Carpita.

(Ces deux soirées sont suivies d'un débat avec le réalisateur.)

• 19 déc. 20 h 30 : soirée de courts-métrages inédits.



L'ALAMBIC STUDIO THÉÂTRE présente
du 13 décembre au 11 janvier prochain

"SI MONTMARTRE M'ÉTAIT CHANTÉ"

récitation des chansons poétiques de la Butte
(Carco, Mac Orlan, Bruant, Delmet, Vaucaire, Couté, etc) par

ANDRÉ DUMAS

accompagné par Stéphane Hoepffner aux guitares
et Jacky Passat à l'accordéon

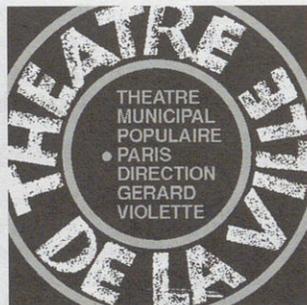
Séances les samedis à 20 h 30, les dimanches à 15 h.

Prix des places : 80 Fr. Groupes, étudiants, assoc.: 60 Fr.

Du 13 au 22 décembre : DEUX ENTRÉES POUR LE PRIX D'UNE à 80 Fr.

RÉSERVATION : au théâtre 01 42 23 07 66, à la FNAC,
et au 3615 TEATR (renseignements, réservation)

L'ALAMBIC Studio Théâtre - 12 rue Neuve de la Chardonnière, 75018
Tél. 01 42 23 07 66 - Métro Simplon.



THEATRE DE LA VILLE LES ABBESSES

31 RUE DES ABBESSES PARIS 18

DU 3 AU 13 DÉCEMBRE 20H30

les Trois Derniers Jours de Fernando Pessôa

Antonio Tabucchi Denis Marleau

DU 16 AU 23 ET DU 26 AU 30 DÉCEMBRE 20H30

l'Enlèvement de Sita

Khôn, théâtre dansé
et masqué de Bangkok
Théâtre national de Thaïlande

LOC. 01 42 74 22 77 2 PL. DU CHATELET PARIS 4
31 RUE DES ABBESSES PARIS 18

L'AUI est sur les rails

L'ancienne gare Ornano, Porte de Clignancourt, revit : elle accueille les locaux de l'A.U.I., association de solidarité qui intervient dans les problèmes de catastrophes naturelles.



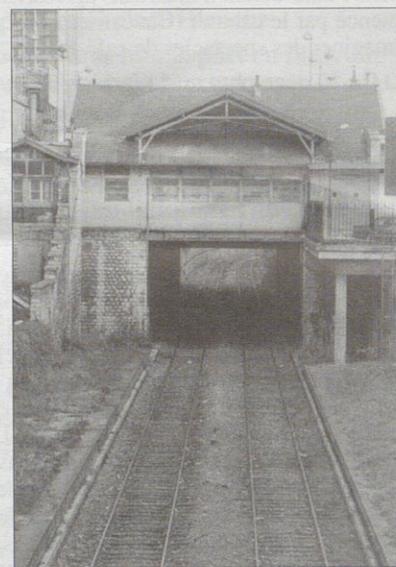
Photos Sophie Brandstrom

L'ancienne gare du chemin de fer de Petite Ceinture est masquée, côté Porte de Clignancourt, par des constructions ajoutées au fil des années...

L'ancienne gare Ornano du chemin de fer de Petite Ceinture, abandonnée depuis plus de 60 ans, fait peau neuve. L'AUI (Action d'Urgence Internationale) y souffle ses vingt bougies en s'installant dans les nouveaux locaux qu'elle y a aménagés, avec la volonté de préserver l'authenticité architecturale du lieu (malheureusement caché derrière des constructions ajoutées au fil des ans et assez laides), en faisant ressortir les arcades, et en installant en façade une verrière comme en 1934.

Son objectif dans ces nouveaux locaux, inaugurés le 17 novembre, consiste à mettre en œuvre un Centre de documentation et d'action de solidarité internationale. Le CDAI offrira une importante documentation disponible dans sa bibliothèque, et des modules de formation dans divers domaines d'intervention : sauvetages, déblayages, reconstruction, eau et assainissement, ainsi que des cours de secourisme, qui s'adressent à toute personne désirant s'informer ou s'engager dans l'action humanitaire.

L'AUI a confié les travaux de réha-



bilitation du bâtiment de la gare à une entreprise citoyenne d'insertion, Pilier d'Angle (dont le 18e du mois a parlé à plusieurs reprises).

Abdelhak Briki

☐ A.U.I., 2 rue Belliard, 75018 Paris.
Tél. 01 42 64 75 88.

CADRE EXQUIS

ENCADREMENTS
Boîtes. Vitrines.
Socles. Miroirs.
Créations. Restaurations.

Catherine Enten et Daniel Danzon. 31, rue Doudeauville, 75018 Paris.
Tél. 01 46 06 69 46 Fax 01 46 06 91 44

Ouvert du lundi après-midi au samedi, de 10 h à 12 h 30 et de 14 h à 19 h.

UN FEUILLETON QUI SE DÉROULE À LA FOIS DANS L'IMAGINAIRE ET LE RÉEL

Nous commençons ici la publication d'un feuilleton "policier", à la fois œuvre d'imagination et fondé sur la réalité.

Le principe est le suivant : un personnage totalement imaginaire, Paul Hard, déambule à travers le 18e. Périodiquement, il se trouve confronté à des faits divers qui, eux, se sont réellement produits dans notre arrondissement entre octobre 96 et octobre 97. Avec chaque chapitre, nous donnerons la référence du ou des faits divers réels auxquels le chapitre renvoie.

Ce mois-ci :

• **7 octobre 96** : La police interpelle un voleur, en situation irrégulière, et deux autres hommes, des Tunisiens, qui travaillent dans une friterie boulevard de Clichy, à Pigalle. Les policiers mettent la main sur le butin de cambriolages récents. Le gérant de l'échoppe, ainsi convaincu de recel, le sera également d'emploi clandestin : il avouera employer quatre personnes sans les déclarer.



C. TRAMBERT

CALIBRE 18

Sur le mode d'une Série noire parodique, voici les aventures imaginaires de Paul Hard. Son destin le mènera vers une sélection de faits divers réels, qui se sont déroulés dans notre arrondissement entre octobre 1996 et octobre 1997.

CHAPITRE 1

PASSAGE LATHUILLE : PAS LA FRITE

Nom: Hard
Prénom: Paul.

Et c'est tout. Le registre de l'hôtel n'en demandait pas plus et ça m'arrangeait un peu. Après une journée éreintante entre trains et gares, je n'étais pas mécontent que le taxi me jette dans ce rade. Sur la façade, les lettres de plastique du mot HOTEL tombaient lamentablement au-dessus de la porte d'entrée. «Réception au premier étage», indiquait une feuille plaquée au carreau. A cette heure de la soirée, cet immeuble mal crépi de trois étages serait mon bungalow trois-étoiles. Pour la mer, on verra plus tard.

«Chambre 18», m'avait marmonné le gros moustachu à l'élégance aussi élevée que son comptoir en formica. Bien sûr, j'ai tout de suite compris la flatterie. Comment un tel bâtiment pouvait-il abriter 18 chambres? J'étais bien engagé dans l'escalier en bois qu'il ajoutait :

- Troisième étage, au fond du couloir à droite. Ici on paye d'avance.

Impossible d'être discret avec ce parquet mal ajusté qui craque sous chaque pas. La clé semblait ouvrir un coffre-fort de banque centrale, la porte claquait comme celle d'une prison. En posant ma valise à carreaux sur le lit je m'attendais à faire connaissance avec des ressorts. Bonne pioche!

Peu importe, ce soir le lavabo serait ma piscine bleu azur, les rideaux jaunis mon horizon, et je fermai l'oeil sans avoir le temps de juger le matelas.

Passage Lathuille: quelle bourde!

Au matin, je sus que j'étais vraiment à Paris. C'est l'odeur qui m'alerta lorsque j'ouvris la fenêtre. Le parfum de pavés humides mêlé à celui de pollen, les émanations de zinc sur lequel viennent mourir les bruits et les rayons du soleil, c'était bien avec l'essence même de la capitale que mon sens olfactif faisait connaissance. Ce début d'ivresse me poussait hors de l'hôtel après, naturellement, que le moustachu m'ait rappelé à mon devoir pécuniaire.

Un chapiteau était planté là, au fond de l'impasse, comme une soucoupe volante égarée sur la planète. Des artistes brossaient les chevaux, d'autres jonglaient et des femmes aux fichus colorés portaient des seaux d'eau vers un petit terrain vague où languissaient quelques chaises pliantes. Derrière, un énorme immeuble à verrières semblait protéger ce petit coin de rêverie. Une montagne enneigée aurait produit le même effet. Je ne crus pas bon m'arrêter plus longtemps devant ce spectacle dont je doutais encore de la réalité. Plus tard, peut-être, j'irai voir les clowns. Dans l'immédiat, je tournai les talons.

Marcher place de Clichy, quand on arrive d'un bourg Chti, c'est un peu une fête foraine permanente, un défilé continu. Et puis l'on débouche sur les bruyants boulevards de Clichy et Rochechouart et là, il faut bien se réveiller. La vie est partout, dans tous ses excès, avec tous ses plaisirs et arnaques. Et ce ne sont pas les néons clignotants ou les cars de touristes parqués devant le Moulin Rouge qui me contrediront. Déjà les rabatteurs de sex shops alpaguent les chalands à coups de prose évocatrice, les magasins de bonnes affaires sont pleins à

craquer d'une foule bigarrée, des martiens de la Ville de Paris ramassent les restes des agapes de la veille, et les fours des échoppes à sandwiches sont déjà chauds. Partout mon œil se pose, mais pour tout dire, c'est la faim qui me tiraille.

Je pénètre donc dans une friterie et fais mine d'apprécier un cornet de grasses pommes de terre agrémenté d'une insipide saucisse. A travers la glace on peut lire «Pigalle» sur la bouche du métro. A cette seule évocation, resurgissent les noms des truands du milieu des années gangsters, ceux des belles gueules des cabarets, des superbes danseuses anonymes ou célèbres, des revues des années folles.

Un brusque cri me tira de ma torpeur :
- Personne ne bouge. Police.

La saucisse ne fit qu'un tour dans mon estomac, lui-même déjà palpé par un flic qui me plaque contre la vitre et me fouille. D'autres sont déjà dans l'arrière-boutique et reviennent avec leur butin : deux Tunisiens menottés qui tempêtent dans leur langue et sont vertement embarqués dans le panier à salade noir et blanc.

Pendant que la maréchaussée s'affaire sur le trottoir bouclé et dans la boutique, mon garde

du corps enchaîné question sur question comme pour un jeu TV. Papiers. Nom, prénom, adresse, profession, etc... Je commence à regretter le manque de formalités de l'hôtel. Avec un nom comme le mien, on a vite fait de devenir suspect, surtout lorsqu'on crèche passage Lathuille, qu'on n'a pas de profession et qu'on débarque de nulle part.

Mais mon air hagard eut raison de l'autorité. Ils me lâchèrent sans précaution sur le trottoir d'où j'observai l'étrange déménagement auquel ils se livraient : magnétoscopes, matériel hi-fi, blousons, bagues. Le tout par cartons. Du recel en flagrant délit, comme dans les films. Autrement plus lucratif que leur jus de patates pour touristes. Et je passe sur le travail clandestin.

J'en étais quitte pour mes frites dont je ne conservai que de l'huile sur les mains et le souvenir des arrestations, en plein milieu de la journée. Un étrange pressentiment parcourut alors mon échine. Mon baptême de la vie parisienne venait de s'achever.

Va falloir changer de quartier.

(A suivre)

Le Musée de l'érotisme

A Pigalle, entre un cabaret porno et une friterie, un musée très spécial, d'initiative privée, vient d'ouvrir. Tout un immeuble consacré à "l'érotisme figuré", pas moins de sept étages (en comptant le sous-sol) pour atteindre, qui sait, le septième ciel.

« Je serais intéressé par des pentitifs de satan, vous en avez ? » Ce curieux-là a dû se tromper d'adresse. Même si le Musée de l'érotisme dans lequel il vient d'entrer compte nombre d'objets relatifs à la religion : vases funéraires ornés de scènes d'amour, mandalas tantriques présentant la carte des shakras, sanglier varaha (une incarnation de Vishnu, avec une jeune fille)...

Inauguré le 6 novembre dernier, l'établissement est l'initiative de trois passionnés : Joseph Kalifa, Alain Plumet et Alain Rose. Ce dernier, artiste, a créé 50 des 2 000 pièces exposées dans le musée, que ce soit cet « *Hermaphrodite autofécondé par sa propre malice* » ou bien ces chaises de velours

met, existe depuis l'âge de pierre. Par contre celui du sexe féminin est quasi inexistant. On a considéré très longtemps que la fécondité venait de l'homme. Et que la femme était un être de moindre importance. »

Au delà du religieux, une foule d'objets intrigue (il faut dire que toutes les légendes n'ont pas encore été mises en place). Comme ces bijoux d'anus créés par Julian Snelling, orfèvre qui travaille également pour la haute couture. Ou ces tambours africains à fente qui représentent le corps d'un homme et son sexe.

Les maîtres des lieux précisent : « *Le musée va encore évoluer. Certaines pièces n'ont pas encore été installées.* » Comme cette nymphe chevauchant un

fascinus (représentation du phallus, avec des pieds de bouc et une queue de chien). La pièce a été authentifiée d'origine romaine. Le sanglier Varaha, lui a été expertisé et estimé à 100 000 F...

Bref, sur 1 000 m², le musée présente objets d'artisanat du début du siècle et créations artistiques récentes, voire des pièces habituellement interdites à l'exportation (certains mandalas indiens). Deux étages sont réservés aux expositions temporaires. Actuellement on y trouve des pièces de l'argentin Reinaldo avec cette élégante sculpture de bois intitulée « *le spermatozoïde de footballeur qui donne un coup de tête à la pilule* », ou les dessins plus violents du japonais Hayashi (bondage et torsions du corps féminin). Ces derniers suscitent de virulentes critiques. Et Alain Plumet précise : « *Ce qui est exprimé là est terrible, mais c'est d'une qualité graphique excellente. Vous savez bien que les artistes expriment ainsi leurs angoisses et leurs démons. C'est leur thérapie.* »

L'endroit est ouvert jusqu'à 2 h du matin, quartier et tourisme obligent. La visite se termine évidemment par un passage au magasin : du porte-clef avec coït mécaniquement actionné, aux scénettes érotiques, en passant par l'artisanat latino, vous pourrez même emporter un petit souvenir chez vous. Et peut-être commencer, à votre tour, si le cœur vous en dit, une obsédante collection.

Sandra Mignot



Une sculpture d'Alain Rose.

rouge à sexe intégré dans l'assise. Il explique : « *Il existe de nombreux musées de ce genre dans le nord de l'Europe, en Belgique, au Danemark, aux Pays-Bas... Il n'y en avait pas à Paris, alors on s'est dit que ce serait bien d'en monter un ici, à Pigalle.* »

Alain Plumet, lui, c'est l'érudit du musée. Il a sillonné le monde pour rapporter une bonne partie des objets exposés, et connaît l'histoire et la signification de chacun. « *Je suis allé en Afrique, en Amérique Latine, en Inde... Dans des sociétés qui n'ont pas ces tabous judéo-chrétiens sur le sexe* », nous dit-il. Mieux vaut en effet laisser son innocence à l'entrée.

Le sexe masculin est omniprésent, de toutes les couleurs, de toutes les tailles, dans toutes les situations. « *Le culte du phallus, continue Alain Plumet,*

les Théâtres du
grand
Montmartre

LAVOIR
MODERNE PARISIEN

35, rue Léon
75018 Paris
Tél. 01 42 52 09 14

L'ATALANTE

10, place Charles Dullin
75018 Paris
Tél. 01 46 06 11 90

ESPACE ACTEUR

14bis, rue Sainte Isaure
75018 Paris
Tél. 01 42 62 35 00

TREMPLIN THEATRE

39, rue des Trois Frères
75018 Paris
Tél. 01 42 54 91 00

DIX HUIT THEATRE

16, rue Georgette Agutte
75018 Paris
Tél. 01 42 26 47 47

LE TRIANON

80, bd Rochechouart
75018 Paris
Tél. 01 42 52 21 25

CARTE PRIVILEGE MONTMARTRE SPECTACLES

les Théâtres du
grand
Montmartre

un large éventail
de spectacles,
des actions,
des événements.

L'Atalante

10, place Charles Dullin,
75018 Paris. 01 46 06 11 90.

Dix-Huit Théâtre

16, rue Georgette Agutte,
75018 Paris. 01 42 26 47 47.

Théâtre Espace
Acteur

14 bis, rue Sainte Isaure,
75018 Paris. 01 42 62 35 00.

Lavoir Moderne
Parisien

35, rue Léon, 75018 Paris.
01 42 52 09 14.

Tremplin Théâtre

39, rue des Trois Frères,
75018 Paris. 01 48 60 66 05.

Le Trianon

80, boulevard Rochechouart
75018 Paris. 01 42 52 21 25.

LA CARTE PRIVILÈGE
Montmartre Spectacles

La Carte Privilège
Montmartre Spectacles
est vendue 100 francs,
elle est réservée aux habitants
du 18^e arrondissement.

Elle permet :

- de bénéficier de tarifs réduits sur les places des Théâtres du Grand Montmartre,
- de recevoir à domicile le programme trimestriel,
- d'être personnellement invité lors d'une manifestation exceptionnelle.

Cette carte est nominative et valable un an de date à date.

MISE À DISPOSITION dans chaque Théâtre ou par correspondance à l'aide du coupon ci-dessous.

DEMANDE DE CARTE PRIVILÈGE
MONTMARTRE SPECTACLES

NOM :

Pr nom :

ADRESSE :



75018 PARIS

T I :

Remplissez ce coupon, rédigez un chèque de 100 frs libellé à l'ordre des Théâtres du Grand Montmartre et adressez le tout accompagné d'une enveloppe timbrée à votre nom et adresse à : Théâtres du Grand Montmartre, 16 rue Georgette Agutte, 75018 Paris. Tél. 01 42 26 39 40.